

**prêtres
et
laïcs**

MARS 1972
VOL. XXII

3

pop

DOSSIER

**nos syndicats ouvriers
et
le socialisme**

PRÊTRES ET LAICS

REVUE D'APOSTOLAT LAÏC ET DE PASTORALE POPULAIRE

Sous la direction des aumôniers nationaux de l'Action Catholique Ouvrière

Jacques Lemay, o.m.i., directeur

P.-E. Pelletier, o.m.i., Laurent Denis, o.m.i., Roger Poirier, o.m.i.,

Raymond Roy, Hubert Coutu, aumôniers nationaux de la J O C

Secrétaire à la rédaction: Paul-Emile Charland, o.m.i.

Abonnement: \$5.00 pour un an; \$9.00 pour deux ans; \$0.60 le numéro

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal 133, Qué. Canada

Téléphone: (514) 524-1188

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement n° 0220.

"Frais de port garantis si non-livrable".

Imprimerie Notre-Dame (O.M.I.), Richelieu, Qué.

ÉDITORIAL

- Notre socialisme n'est pas pour demain *Prêtres et Laïcs* 142

DOSSIER

- Où va le syndicalisme québécois? *Pierre J.-G. Vennat* 143
- Un socialisme démocratique à inventer *Jean-Paul Héту* 153
- L'offensive est en marche *Jean-Marc Carle* 162
- L'option socialiste *Marcel David* 167
- Les chrétiens et le socialisme *Lorenzo Lortie* 175
- Les partis populaires *Mouvement des Travailleurs chrétiens* 184
- Le peuple, contre sa propre libération
Mouvement des Travailleurs chrétiens 188

TÉMOIGNAGE

- Une Sœur à l'usine *Madeleine Neveu, c.s.c* 193

RECENSIONS

- La vie quotidienne des premiers chrétiens (A. Hamman)
Les communautés, sectes ou ferments? (L. Lepage) 200

Notre socialisme n'est pas pour demain

Allons-nous sérieusement vers le socialisme? Nous ne le croyons pas. Avant d'être une structure nouvelle du pouvoir économique et politique, le socialisme est un humanisme, une façon de vivre en fonction d'une conception de l'homme. Le changement de structure n'y changera rien si les valeurs vécues restent les mêmes: promotion personnelle, désir d'avoir plus, individualisme collectif, satisfaction de tous les besoins immédiats...

Le projet des centrales syndicales de promouvoir un socialisme démocratique est louable et nous croyons qu'il doit être appuyé; mais sa réalisation n'est pas pour demain. Le cheminement des mentalités a encore un bout de chemin à parcourir et nous nous permettons de douter que la grande masse des ouvriers suivra le mouvement avant que soit entrepris un long travail d'éducation à travers d'humbles projets communautaires.

Les puissants moyens de communication véhiculent encore trop de valeurs du capitalisme pour que l'avènement de l'humanisme socialiste vienne de ce côté-là. De plus, la division des forces socialisantes par la mise en échec des valeurs du christianisme nous apparaît également devoir retarder le projet de transformation de notre société. Quand nous aurons fini de nous reprocher mutuellement les erreurs du passé, peut-être alors serons-nous prêts à nous atteler ensemble à la tâche de permettre à chacun le droit de vivre en homme.

Avec le professeur Marcel David, nous mettons notre confiance dans l'aptitude du mouvement ouvrier des pays capitalistes à dépasser le système établi; encore faut-il pour cela qu'il reste fidèle à son histoire et aux visées civilisatrices qui lui ont donné naissance. Nous doutons que ce soit toujours le cas dans la lutte actuelle qui apparaît trop hâtivement politique.

Le présent dossier voudrait apporter aux militants chrétiens quelques éléments de réflexion et d'expérience dans la recherche d'un socialisme de création québécoise.

PRÊTRES ET LAÏCS

Où va le syndicalisme québécois?

Pierre J.G. VENNAT
Chroniqueur syndical.

Mais où vont les syndicats?

Si un homme comme Jacques Parizeau se pose publiquement la question¹, c'est qu'elle trotte depuis plusieurs mois dans la tête de plusieurs gens.

Que devient, en effet, le syndicalisme québécois? D'instrument de revendication pour les travailleurs, serait-il sur le point de devenir, si ce n'est déjà fait, un instrument de révolution sociale, sinon politique?

Se pourrait-il que la réponse se trouve dans l'expression de Louis Laberge au congrès de la Fédération des travailleurs du Québec, en décembre dernier, alors qu'il affirmait qu'il n'y a plus "qu'un seul front" et que les travailleurs ne peuvent plus "faire de distinctions artificielles entre les luttes strictement syndicales et des revendications dites sociales" parce: "qu'il soit opprimé comme locataire mal logé, comme consommateur exploité, comme citoyen faisant face à des pouvoirs anti-démocratiques ou comme outil de production d'entreprises qui l'épuisent et le jettent sur le pavé, il s'agit toujours d'un seul et même homme et c'est lui en entier qu'il faut libérer"?²

De toute façon, dans toute analyse sur les "nouvelles orientations syndicales" et les prises de position récentes des centrales, un fait

¹ "Québec-Presse", 7 novembre 1971.

² "Un seul front", discours inaugural de Louis Laberge au congrès de la FTQ, 3 décembre 1971.

saute immédiatement aux yeux, même du profane: les centrales syndicales, quelles qu'elles soient, semblent prêtes à remettre en cause tout le système. Ces quelques citations récentes permettront d'en juger:

Une même volonté de changement

— "Nous vivons des moments historiques, plus importants que ceux d'octobre. Le régime actuel a vécu, il n'y a plus de place pour nous dans un tel régime".³ *Marcel Pepin, président de la CSN*

— "Ce ne sont pas des vitres que nous voulons casser, c'est le régime que nous voulons casser".⁴ *Louis Laberge, président de la FTQ*

— "Actuellement, telle qu'elle est organisée, notre société a fait de la production une fin, et de l'homme un moyen. Il faut viser à la transformer radicalement pour que l'homme en devienne la fin et pour que la production en soit le moyen".⁵ *Alliance des professeurs de Mtl*

— "Si nous ne tenons pas à ce que d'autres, encore une fois, organisent notre société à notre place, il est temps de s'organiser et de s'en occuper".⁶ *Corporation des enseignants du Québec*

— "Par la planification socialiste les travailleurs deviendront propriétaires de leur propre travail et seront à même d'en tirer le plein profit eux-mêmes. Nous sommes nos propres moyens; cessons de nous vendre et comptons sur nos propres forces".⁷ *Confédération des syndicats nationaux*

— "Nous devons viser à remplacer le système capitaliste et l'Etat libéral qui le soutient, par une organisation sociale, politique et économique dont le fonctionnement sera basé sur la satisfaction des besoins collectifs, par un pouvoir populaire qui remette les appareils de l'Etat

³ Discours lu au Forum, le 3 novembre 1971, "Québec-Presse", 7 novembre 1971.

⁴ Discours du Forum, 3 novembre 1971, "Québec-Presse", 7 novembre 1971.

⁵ "Définir le syndicalisme", congrès d'orientation de l'Alliance des professeurs de Montréal, 26-28 novembre 1971.

⁶ "Premier Plan" livre blanc sur l'action politique, Corporation des enseignants du Québec, 1971.

⁷ "Ne comptons que sur nos propres moyens", document présenté aux membres du Conseil confédéral de la CSN le 6 octobre 1971 pour discussions dans le mouvement en vue du prochain congrès général, en juin prochain.

et les produits de l'économie aux mains de l'ensemble des citoyens".⁸
Fédération des travailleurs du Québec

En un mot, de tous les coins du monde syndical, tant chez les professeurs qu'à la CSN ou à la FTQ, on parle de la nécessité de changer le système par un certain type de "pouvoir populaire", baptisé par certains de "planification socialiste".

Comment en est-on arrivé là?

Un même jugement global sur la société actuelle

Il est évident que les trois centrales ont dû d'abord convaincre leurs membres que le système actuel est pourri, à l'exemple de faits qui sautent aux yeux.

Comme l'explique clairement la FTQ⁹, le premier problème dont il faut prendre conscience, le premier problème à analyser, le premier problème à résoudre, c'est celui du chômage.

Le phénomène du chômage étant partout apparent, il n'en faut pas plus pour susciter une vive dénonciation du système.

"Le chômage d'un individu ou les statistiques du chômage au Québec sont plus qu'une absence de travail. Ce sont aussi l'insécurité et l'inquiétude qui risquent de miner toute action collective, sociale ou syndicale. Ce sont aussi l'avortement des autres politiques sociales: éducation, santé, sécurité sociale, environnement, main-d'œuvre. Pour un individu ou pour le Québec tout entier, le chômage transforme ces autres politiques sociales en courroies de transmission d'une infériorité cumulative.

"Le chômage révèle et mesure la faillite, pour le Québec, d'un parti-pris farouchement et aveuglément idéologique: celui de nous abandonner exclusivement à l'entreprise privée. Le profit comme exclusif de l'action économique, et comme seul moteur du

⁸ "L'Etat, rouage de notre exploitation", document de travail préparé par le Service de recherche de la FTQ, novembre 1971.

⁹ "L'Etat, rouage de notre exploitation", op. cit.

développement économique, nous laisse évidemment et inévitablement le chômage.

"Le chômage est le premier problème à résoudre, car le chômage rend l'Etat et l'individu impuissants à résoudre les autres problèmes économiques et sociaux. La démission de l'Etat envers l'action économique et les privilèges du profit entraîne son inefficacité dans ses autres politiques".¹⁰

Le même document affirme que l'Etat n'a pas de politique pour endiguer les licenciements, ni finalement de politique de main-d'œuvre. L'Etat ne joue ni sur la demande, ni sur l'offre, ni sur le marché du travail. C'est un marché privé et, de tous les marchés privés, le plus désorganisé et le plus inefficace.

"Pour la seule offre de travail, la première étape serait une syndicalisation massive des travailleurs, interdite en pratique par les lois actuelles. Sans une telle syndicalisation à la fois libre et massive, toute politique de main-d'œuvre en sera une d'inefficacité économique et d'embrigadement individuel.

"Par exemple, l'absence d'une syndicalisation massive empêche même le relèvement du salaire minimum à un niveau qui soit cohérent avec une politique déjà faible de sécurité sociale. La faiblesse des salaires dans plusieurs secteurs et plusieurs régions est un frein à tout dynamisme économique de ces mêmes secteurs et de ces mêmes régions".

Après avoir posé ces prémisses, on a tôt fait de démontrer que la cause la plus profonde du chômage au Québec est la double démission de nos gouvernants: démission face à l'entreprise privée et démission face à Ottawa.

"L'Etat affiche qu'il s'abandonne exclusivement à l'entreprise privée, qu'il se refuse à toute action économique, et donc il est responsable du chômage où la libre entreprise laisse les plus faibles. Les quelques initiatives de l'Etat dans l'action économique sont stérilisées à volonté: Soquem, Sidbec, Caisse des Dépôts et Placements, par l'absence d'une politique d'achats du gouvernement, la non-utilisation de notre épargne collective dans l'action

¹⁰ "L'Etat, rouage de notre exploitation", op. cit.

économique, le non-encouragement du secteur coopératif, l'absence de frein à la spéculation immobilière, l'absence d'une politique de développement que révèlent les subventions et la quête des investissements.

"Le meilleur et le premier indice de démission de l'Etat est sa démission dans l'usage de notre épargne collective (fonds de pension, assurance-vie). En réalité, nous finançons nous-mêmes l'achat de nos industries par des intérêts privés. Et nous y ajoutons des subventions. Ces intérêts privés perpétuent l'inégalité économique qui sous-développe le Québec. Nous produisons notre propre chômage."

Et enfin, on affirme que ni Ottawa ni Québec ne possèdent aujourd'hui les pouvoirs suffisants pour adopter une politique économique collective, s'ils en avaient l'envie. Cette division des pouvoirs invite à la démission des pouvoirs face à l'entreprise privée, domestique ou étrangère.

"Sur le plan strictement économique, le peuple du Québec ne peut tolérer cette équivoque sans se suicider. La conséquence de l'ambiguïté fédérale actuelle sera un chômage et une désorganisation croissants au Québec".¹¹

Si les propos de persuasion cités plus haut sont empruntés à la FTQ, ils sont les mêmes, à quelques nuances près, dans chacune des centrales. C'est lorsque l'on arrive aux solutions proposées, que des différences notables se discernent.

Infiltrer les institutions existantes ou tout refaire à neuf?

Chez les enseignants, on se contente pour le moment de dégager les fondements économiques "qui obligent le syndicalisme enseignant à joindre les autres travailleurs et à s'engager aux plans social et politique".

Il s'agit d'une œuvre de longue haleine et les enseignants, quoiqu'on en dise, sont encore loin d'être tous convaincus de la nécessité d'une telle lutte commune.

¹¹ "L'Etat, rouage de notre exploitation", op. cit.

Quoiqu'il en soit, affirme la CEQ,¹² "en regardant le syndicalisme actuel en action, ce qui surprend le plus, c'est de constater la réduction de son projet global à la dimension d'une convention collective. Aussi utile soit-elle, cette convention ne peut absolument pas aborder toutes les facettes de la réalité qui déterminent, quotidiennement, notre situation économique, sociale et politique.

"Si les travailleurs salariés, dont nous sommes, endossaient une telle réduction de toutes les aspirations contenues dans les nombreuses luttes menées par le mouvement ouvrier en général et par le mouvement syndical en particulier, cela voudrait dire que nous en sommes venus à accepter la société actuelle, dans son état actuel, en acceptant de ce fait la condition de salarié et la situation de dépendance que cela entraîne nécessairement. C'est-à-dire, accepter que la liberté de l'ensemble des travailleurs soit égale à ce que lui permet le chiffre inscrit sur le chèque de paye. Ce qui revient à dire que l'ensemble du peuple admet que sa liberté peut être restreinte par la volonté des patrons, car la condition de salarié lie le travailleur à son emploi et à son patron, par la paye, comme le fœtus est lié à la mère par le cordon ombilical. Séparer l'un de l'autre signifie la mort pour celui qui est dépendant dans la situation actuelle.

"Ce n'est pas, nous semble-t-il, une situation facilement acceptable par des hommes qui se disent libres".

Et de conclure que "dans les sociétés capitalistes, où le seul point d'accès aux richesses collectives est le salariat, il est impensable que l'ensemble de la population atteigne une liberté réelle et des rapports sociaux harmonieux. Car les instruments qui créent les richesses collectives sont entre les mains d'une petite minorité qui concentre tous les pouvoirs et décide de l'utilisation qui en sera faite".

De là à suggérer un autre type de société il n'y a qu'un pas. La CEQ, cependant, n'emploie pas le mot socialisme. Pour elle, il faut "bâtir une société *démocratique*, c'est-à-dire une société qui permet à tous les individus d'avoir accès à la richesse collective, selon leurs besoins. Cela veut dire aussi qu'un petit groupe d'individus ne doit pas

¹² "Premier plan", op. cit.

s'approprier les moyens de production et en disposer selon ses capacités".¹³

À la FTQ, le président Louis Laberge n'a pas hésité à employer le mot socialisme:

"Les travailleurs québécois ne peuvent plus s'en remettre à des élites faussement représentatives. Il faut qu'ils se battent partout où l'on décide de leur sort et ils doivent s'approprier ces centres de décision. Ils doivent exiger une organisation sociale à leur mesure, dont les mécanismes, les lois et les structures seraient utilisées à la satisfaction de leurs besoins plutôt qu'à leur intégration dans un régime qui les utilise au profit de quelques-uns. Cette société québécoise sera, bien sûr, *socialiste* et elle exercera tous les pouvoirs qu'elle jugera nécessaires à la réalisation de sa mission".¹⁴

La FTQ s'engage donc dans un programme à court et à long terme.

"À long terme, nous accorderons donc notre priorité à l'organisation de notre force politique en multipliant les intrusions dans les mécanismes décisionnels régionaux, où l'entrée des travailleurs est moins systématiquement filtrée. Nous tenterons aussi de nous donner des instruments de représentation et de lutte politique capables de mobiliser toutes les victimes de l'exploitation. Une telle institution peut être bâtie à partir de structures existantes que nous tenterions d'influencer de façon à les subordonner aux aspirations des travailleurs. Elle peut aussi être bâtie de toute pièce, si aucun parti ou organisation politique québécoise n'est en mesure de satisfaire notre objectif de libération économique.

"À court terme, pour ne pas enregistrer de recul irréversible, nous devons tendre à minimiser les dégâts humains occasionnés par l'économie libérale".¹⁵

C'est pourquoi la FTQ envisage donc des solutions à court terme.

"En matière de chômage et d'économique, la solution gouvernementale miracle actuelle est le recours exclusif à l'entreprise

¹³ "Premier plan", op. cit.

¹⁴ "Un seul front", op. cit.

¹⁵ "L'État, rouage de notre exploitation" op. cit.

privée, et pourtant il existe des outils collectifs et une volonté collective québécoise.

"Notre premier outil collectif, c'est le poids économique de l'Etat au Québec. L'Etat devrait être le seul maître-d'œuvre qui puisse harnacher l'épargne, la compétence et l'initiative de chacun pour en forger un outil collectif de libération économique."

La FTQ propose donc le renforcement des institutions économiques publiques, SOQUEM (Société québécoise d'exploration minière), SOQUIP (Société québécoise d'initiatives pétrolières), REXFOR (Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec), SGF (Société générale de financement) et SHQ (Société d'habitation du Québec) de façon, dans le cas des trois premières à ce que leur vocation fondamentale de défrichage d'opportunités de profit pour l'entreprise privée soit changée et qu'elles interviennent directement en "balayant" l'entreprise privée dans l'exploitation de nos ressources naturelles et, dans le cas de la dernière, accélère la construction d'habitations à loyers modiques et la rénovation urbaine au Québec.

La FTQ envisage également la nationalisation de l'épargne et sa canalisation vers la Caisse de dépôt.

A la CSN, on parle un tout autre langage.

"Le capitalisme impérialisme américain a une influence directe sur la vie de tous les Québécois. Pour en sortir, il faut d'abord comprendre comment fonctionne le système capitaliste qui conduit à l'impérialisme. L'ayant compris, il ne s'agit pas ensuite de remplacer le capitalisme américain par un capitalisme québécois, mais de chercher autre chose qui pourra répondre aux vrais besoins de la population"¹⁶.

Pour les auteurs du document de travail économique de la CSN, la solution à court terme de la FTQ, les "grandes entreprises gouvernementales" (SGF, Sidbec, SOQUEM, SOQUIP, REXFOR), font partie des "voies erronnées de l'indépendance économique" et des "erreurs de la révolution tranquille". Il s'agit tout au plus de rêves.

"Bien sûr, la bourgeoisie canadienne-française craint l'intervention de l'Etat; n'ayant aucun autre choix, les capitalistes qué-

¹⁶ "Ne comptons que sur nos propres moyens", op. cit.

bécois "éclairés" acceptent cette intervention d'autant plus qu'ils estiment posséder un contrôle suffisant sur les politiciens de l'Etat... L'alliance se fait donc entre les capitalistes, les technocrates et les nationalistes; à partir d'intérêts et d'idéologies souvent divergentes, on s'entend pour que l'Etat devienne le moteur principal du développement, le "protecteur des Québécois".

Pour les économistes de la CSN, tout ceci n'est que "mirage", "illusion", "flop".

La solution? Ne compter que sur ses propres moyens. "Les travailleurs québécois savent désormais qu'ils ne peuvent compter ni sur les capitalistes nationaux ni sur un gouvernement au service des capitalistes ou des impérialistes."

Or, ajoute-t-on plus loin, "par la planification *socialiste* (et ici le mot prend un sens beaucoup plus radical qu'à la FTQ), les travailleurs deviendront propriétaires de leur propre travail et seront à même d'en retirer le plein profit eux-mêmes."

Il ne fait aucun doute, en effet, dans l'esprit des autres, qu'une économie dominée par les travailleurs ne peut être que socialiste.

Par "socialisme" la CSN veut dire:

- 1 — que la société (par l'Etat) possède les moyens de production (usines, terres, matières premières);
- 2 — que les travailleurs participent directement et collectivement à la gestion et aux choix économiques;
- 3 — que l'activité économique vise la satisfaction la plus complète possible des besoins de la population;
- 4 — que l'activité économique est planifiée directement par l'Etat.

Convaincre la base

Quelle que soit la thèse qui sera finalement adoptée, celle plus modérée de la FTQ, ou celle plus radicale de la CSN, il faudra bien en convaincre les travailleurs.

Et le seul moyen d'y parvenir vraiment, c'est la persuasion.

Ce qui a fait dire à Jean Gérin-Lajoie, vice-président de la FTQ et directeur québécois des Métallos: "La persuasion est la seule voie qui convienne à la nature démocratique du mouvement syndical, et la seule voie qui ouvre un avenir plutôt qu'un cul-de-sac au Québec.

"J'entends parfois la remarque qu'une certaine violence, un peu de violencette, serait utile pour sensibiliser nos dirigeants à l'existence de nos problèmes. Ma réponse à cette remarque est que la lutte sociale ne se fera pas à coups de naïveté en dentelle. Notre lutte sociale attaque des intérêts et des privilèges. Notre première tâche n'est pas de sensibiliser les détenteurs de ces privilèges à notre sort, comme un enfant qui voudrait attirer l'attention de ses parents; notre première tâche est de persuader le peuple à l'action".¹⁷

Apparemment, que cela plaise ou non, c'est déjà commencé!

¹⁷ "Les exigences d'une lutte sociale", rapport de Jean Gérin-Lajoie, directeur, congrès québécois des Métallos, 29 et 30 novembre 1971.

Un socialisme démocratique à inventer

Jean-Paul HÉTU

"Pour préparer un socialisme d'ici", tel est le thème du 6^e Congrès des Affaires québécoises. Notre socialisme est à inventer. Jean-Paul Héту, du service d'éducation de la C.S.N. s'exprime sur le rôle du syndicalisme dans cette recherche.

N.d.l.r.

Il est exact de dire que le mouvement syndical québécois proclame d'un même souffle une volonté unanime de changer la société. Il veut en effet remplacer la société capitaliste par la société socialiste.

Par cette position globale, le mouvement syndical québécois a rompu une tradition quarantenaire (syndicalisme d'affaires) sur le continent nord-américain et il est revenu à une source historique de l'action syndicale (syndicalisme idéologique) qui est pratiquée notamment par les européens et les latino-américains.

Ce faisant, il a franchi une étape de plus vers la libération totale des travailleurs, car il écarte l'idéologie libérale qui prône que lorsque le standard de vie est croissant (pour une fraction de la population) il ne faut pas remettre en cause le système parce qu'il entraînera de graves inconvénients économiques et politiques.

Une conscience aiguë

Cette proclamation du mouvement syndical n'a pas été improvisée; elle repose sur une conscience aiguë des réalités et l'inefficacité relative de son action traditionnelle.

Réalités qui dévoilent les contradictions de la société industrielle: les faits contredisent les valeurs proclamées. Les inégalités sociales, économiques, culturelles sont créées par la société qui fonctionne au nom de principe tels que: la justice, la démocratie, l'ordre, la paix, l'entreprise privée, l'égalité.

Quelque chose ne tourne pas rond dans cette société où les progrès scientifiques, technologiques, économiques s'accroissent, et où, simultanément, le rythme et le volume des disparités et des inégalités de tout ordre s'accroissent.

Les théories de progrès, l'évolution, ne sont-elles pas un opium: une visière aliénante obstruant nos capacités créatrices devant une société qui reste sans solution devant ces problèmes?

Problèmes multiples et douloureux qui proviennent du régime capitaliste: ce sont en effet les mécanismes de la société actuelle qui créent et accroissent les inégalités. L'exploitation ouvrière résulte de la structure de production aménagée par la propriété privée des moyens de production;

- les propriétaires ou leurs représentants ne visent que le profit maximum au détriment du besoin des hommes;
- le fonctionnement anarchique du marché est voulu et contrôlé par les firmes multinationales;
- la publicité bourre les crânes au lieu d'informer;
- le sort des milliers de travailleurs dépend du bon vouloir d'une poignée d'individus;
- l'écart entre les nantis et les démunis s'élargit constamment;
- l'impérialisme américain exploite nos ressources;
- le pouvoir est intimement lié à la production, i.e. aux détenteurs de la propriété privée de production, de même qu'à la liaison entre la production, la consommation et la vie démocratique.

La pratique syndicale a démontré que la négociation collective ne s'attaque pas aux causes profondes des malaises ouvriers, mêmes si

elle diminue les injustices dans les lieux du travail. La convention collective ne conduit qu'à des solutions thérapeutiques, parce qu'elle réduit les problèmes des travailleurs à une situation concrète isolée des conditions qui modèlent sa réalité. Le mouvement syndical a élargi son diagnostic, sa vision sur les mécanismes et les règles de fonctionnement de la société, et affirme qu'ils sont à l'origine des problèmes de la classe ouvrière. Il pointe maintenant du doigt les structures de la société qui produisent par elles-mêmes ces situations.

Bref, il s'est départi de cette visière contraignante que la législation lui a imposée depuis la deuxième guerre mondiale, pour revenir à une de ses traditions fondamentales: saisir les processus et les conditions qui sont à la base de la société, qui la font et qui l'aident à se maintenir, pour en créer de nouveaux et lutter pour les établir. Car cette créativité et ces responsabilités sont les points d'appui nécessaires pour assurer la libération des travailleurs.

Un objectif commun

Le capitalisme sous toutes ses formes est condamné parce qu'il n'est pas pour les travailleurs. Mais par quoi le remplacer? On s'entend sur l'appellation de la nouvelle société à instaurer: *le socialisme démocratique*¹.

Cette nouvelle société doit être une économie démocratique organisée pour répondre aux besoins des travailleurs; c'est le sens qu'on donne au concept de justice distributive; cette économie de besoins est opposée à l'économie de profit.

On est aussi d'accord pour réduire le pouvoir des capitalistes et accroître le pouvoir des travailleurs et pour introduire un autre modèle de développement économique, dont l'outil principal serait l'Etat qui remplacerait l'entreprise privée.

Voilà l'objectif général. Mais alors, par quels moyens?

¹ Si on voulait faire un travail complet, il faudrait examiner d'autres documents (que ceux dont il est fait mention dans ce dossier) de la CSN et du CTC (déclarations de principes, rapports soumis dans les congrès depuis 1966) et on serait plus en mesure de présenter des analyses globales sur la société à construire où les aspects culturels et éthiques sont abordés au même titre que les éléments économiques.

Mais des moyens différents

Entre le CSN et la FTQ, il existe une différence idéologique importante quant au type particulier de société à instaurer, mais cette différence n'existe pas quant aux conditions d'actions à mettre en œuvre pour y parvenir.

La théorie marxiste distingue deux éléments dans la société: des éléments *essentiels* qui sont la base économique (mode d'appropriation des moyens de production: l'entreprise privée ou collective), et des éléments *dérivés* qui sont les superstructures (les institutions politiques, par exemple). C'est la base économique qui détermine l'évolution de la société.

Les deux documents dénoncent vertement l'exploitation économique dont sont victimes les travailleurs, qui résulte de la structure de production organisée par la propriété privée et qui est la source de toutes les autres oppressions et inégalités.

Quant à la solution, les deux documents cependant s'engagent dans des voies différentes: la CSN propose un nouveau modèle économique global tandis que la FTQ revendique un seul et premier outil économique collectif.

La CSN propose

- que l'Etat possède tous les moyens de production et nationalise rapidement les secteurs appartenant aux impérialistes américains, aux anglo-canadiens, de même que le secteur de la finance;
- que les travailleurs participent à la gestion et aux choix économiques par le moyen de l'autogestion, par exemple;
- que l'activité économique soit planifiée directement par l'Etat. L'Etat doit déterminer l'utilisation des ressources allouées à l'investissement, etc... La planification peut assurer le plein emploi en tout temps: la production est prévue pour utiliser tout le travail disponible.

La FTQ revendique

- que les institutions économiques publiques actuelles (Soquem, Rexfor, Soquip) remplacent l'entreprise privée dans l'exploitation de nos ressources naturelles, sur tout le territoire québécois;
- que la SGF définisse une politique précise d'intervention économique, de développement du secteur coopératif et non uniquement de soutien au secteur privé;
- que SHQ devienne une société publique de construction pour appuyer les municipalités dans la réalisation des programmes d'habitation;
- que l'épargne collective soit nationalisée et canalisée vers la Caisse de Dépôt au lieu d'être sous le contrôle des institutions financières privées.

(N.B. Sur les deux derniers points, la CSN a pris une position similaire lors de son Congrès de 1970).

Comme on le voit, les moyens préconisés par les deux centrales sont différents.

La CSN estime que les entreprises d'Etat (Soquem, Sequip, Rexfor, SGF) créées à compter de 1960, sont irrécupérables parce que les "travailleurs ne contrôlent pas leurs moyens de production" et qu'ainsi elles servent l'intérêt des monopoles étrangers. Elle ne mise donc pas sur la réforme de ces institutions mais sur une transformation radicale du système tandis que la FTQ, qui reconnaît que l'Etat a été un instrument de domination ou d'exploitation ouvrière, croit qu'il est possible moyennant certaines réformes à apporter aux dites institutions économiques, de voir l'Etat comme moyen de construire le socialisme ou comme outil de libération de l'homme.

Le socialisme mondial est fractionné en différents courants. Les conceptions syndicales sont déjà marquées par ces courants. Le socialisme marxisme croit qu'aucune liberté n'est concevable tant que subsiste la propriété privée de production et l'exploitation de l'homme par l'homme qui en résulte. Les marxistes maintiennent que la socialisation des moyens de production est nécessaire à la libération de l'homme. Les

socialistes libéraux ont tendance à penser qu'il faut conserver au moins provisoirement un important secteur privé, en attendant que (...). Ce raisonnement est surtout répandu dans les partis socialistes des pays libéraux d'occident².

On ne s'est pas concerté

Une chose est certaine, c'est qu'il n'y a pas eu de concertation entre les centrales syndicales pour dénoncer le régime capitaliste et pour se prononcer en faveur du socialisme démocratique. Cela expliquerait aussi les différences qui existent quant à la définition du type de société socialiste à instaurer au Québec.

De plus, chaque organisation syndicale a défini ses positions, compte tenu du contexte social mais aussi de l'état de conscientisation de ses membres.

Ainsi, la FTQ affirme que "la définition des particularités de la société que nous voulons instaurer est moins urgente que le développement d'une stratégie pour "casser" le système actuel. L'important est de savoir pourquoi on se bat. Dans notre cas, c'est parce que nous aimons la liberté."

Quant à la CSN, elle dit que "il y faudrait une somme considérable de réflexions, de tentatives pratiques, d'essais sur la réalité concrète, avant d'en arriver à un programme d'action. Une telle pensée, un tel programme, ne peuvent du reste s'élaborer autrement que d'une manière collective, avec le temps et avec tous les correctifs imaginables que peut suggérer l'expérience."

L'écart qui existe entre les moyens à prendre pour instaurer le socialisme démocratique n'est pas irréductible puisqu'à la CSN le document intitulé "*Ne comptons que sur nos propres moyens*" est à l'étude parmi les membres. Une décision sera prise à son prochain congrès de juin 1972. En outre mentionnons que la conception socialiste de la FTQ rejoint la position de la fédération des pâtes et papiers (affiliée à la CSN) qu'elle a adoptée récemment (cf. Mémoire intitulé: La forêt, nerf de l'économie québécoise), pour relancer l'économie dans le secteur de l'exploitation forestière.

² DUVERGER, Maurice, Les institutions politiques PUF, p. 359.

La stratégie d'action

Les centrales syndicales sont d'accord pour estimer que le socialisme démocratique ne se construira pas du jour au lendemain. Lors de son dernier congrès, la FTQ a emboîté le pas dans le sillon de la CSN (voté en 1968, avec le 2^e Front) en accordant la priorité à l'organisation d'une force politique, c'est-à-dire d'une volonté de se donner des instruments de représentation et de lutte politique capables de mobiliser toutes les victimes de l'exploitation. Fidèle à sa tradition, et contrairement à la CSN, la FTQ a décidé de s'engager dans la formation d'un parti politique, si aucun parti actuel n'est en mesure de satisfaire l'objectif de libération économique.

Le débat à la CSN

Le débat sur le socialisme est lancé à la CSN. La question est controversée. Déjà, une tendance se dégage, qui rejette le socialisme marxiste. Elle affirme que les modèles soviétique, chinois, vietnamien, cubain, égyptien, ont été appliqués à des sociétés différentes de celle du Québec et qu'ils comportent deux défauts essentiels. D'abord, ils ne tiennent pas compte de la liberté politique et culturelle qui existe dans les sociétés occidentales, (cf. déclaration de P.E. Dalpé), en particulier au Canada, non d'une façon parfaite, mais substantielle. Ensuite, l'économie est devenue si complexe dans notre société industrielle que la planification centralisée ne peut pas résoudre tous les problèmes actuels dans une société de consommation. Il faut donc des mécanismes plus souples. Le problème d'un modèle socialiste libéral et techniquement efficace est posé. Il ne s'agit pas d'un débat entre la droite et la gauche, comme le disent les journaux, mais plutôt de la gauche marxisante et de la gauche non marxisante.

Une philosophie de l'homme

Ce débat est extrêmement important, puisqu'il met en cause toute la philosophie de l'homme qui a caractérisé le CSN depuis son existence.

Il y a trois idées-clés qui définissent sa philosophie: ce sont les idées de liberté, de responsabilité et de solidarité. C'est à partir de ces

trois points que la CSN a constamment fait ses batailles sociales. Comment peut-elle concilier aujourd'hui ces trois pôles dans un socialisme démocratique qui reste à inventer dans les sociétés industrielles avancées?

Un syndicalisme de masse

Cette question pose aussi le défi d'un syndicalisme d'élite et de masse. Actuellement, les militants syndicalistes qui œuvrent pour transformer la société sont peu nombreux: on affirme qu'à la CSN un minimum de 10% sur 250,000 seulement agissent dans cette voie. Le reste, les 90% sont des cotisants, des membres qui veulent améliorer leur sort individuel dans l'entreprise.

Ce phénomène est le propre de tout le mouvement syndical québécois. On veut mobiliser les travailleurs à agir massivement hors de la convention collective. Un des outils, c'est la manifestation. Un autre, c'est la grève générale. Les moyens invitent les travailleurs à participer massivement à une action collective et l'on croit que la participation à ladite action éveillera la conscience ouvrière à assumer la place qui lui est due dans la société. C'est un défi de taille. Il reste à inventer des modes nouveaux d'engagement.

Le rôle des syndicats et des formations politiques

L'action politique des syndicats se précise au gré des ans et des luttes. Il y a actuellement deux tendances: celle de vouloir créer ou maintenir l'action politique non partisane, et celle d'établir des liens continus avec une formation politique. Parfois, on mêle les deux tendances, en affirmant que le mouvement syndical est une force politique. Il n'est pas facile d'établir une séparation tranchée mais il importe de bien distinguer les rôles de chacun. La fonction du mouvement syndical, c'est d'être un instrument pour faire progresser les revendications des travailleurs, bref c'est le moyen de leur libération, un moyen non exclusif cependant. Le rôle des partis politiques, c'est d'essayer de conquérir le pouvoir et ensuite de gouverner. Le mouvement syndical défend en permanence l'intérêt de la classe ouvrière, quelque soit le régime politique au pouvoir. C'est pourquoi il doit maintenir ses distances,

ou revendiquer franchement son autonomie syndicale à l'égard des partis politiques.

Accroître l'efficacité syndicale

L'action à mener pour transformer globalement la société ne doit pas prendre toutes les énergies du mouvement syndical. Malgré l'inefficacité relative du syndicalisme dans l'entreprise, l'action syndicale traditionnelle aboutit à des résultats, même si ses succès portent davantage sur les effets que sur les causes. Les revendications sociales gagnent du terrain: indemnités de licenciements, protection contre l'arbitraire patronal en matière de discipline, etc. Par contre, le syndicat reste impuissant à modifier radicalement le pouvoir patronal. Il est un point où la lutte syndicale peut s'accroître, c'est dans le domaine technique: lorsque les postes de travail conçus par les ingénieurs et les cadences prévues, sont en application. C'est un aspect très important, car les revendications remettent fondamentalement en cause des études et des investissements coûteux. La CSN a depuis longtemps formé des techniciens pour contrôler les décisions patronales. Mais c'est insuffisant. Il faudrait constituer des bureaux d'étude syndicaux pour effectuer des études concernant les répercussions sur l'homme au travail qui subit des changements dans sa méthode de production.

L'autre tâche importante, c'est la syndicalisation massive des travailleurs. Il y a à peine 35% des travailleurs qui sont syndiqués. Les lois sont un gros handicap. La lutte doit aussi être portée vigoureusement sur ce plan.

Conclusion

Comme on le voit, le mouvement syndical québécois n'a pas résolu tous les problèmes en proclamant sa volonté d'instaurer au Québec un socialisme démocratique. Au contraire, il a soulevé plus de problèmes en prenant cette position. Il aura à prendre position par exemple, sur le fédéralisme ou le séparatisme, et à créer un vaste chantier d'étude et d'action. La partie ne fait que commencer... En somme il lui reste à inventer un socialisme démocratique adapté à notre société particulière.

L'offensive est en marche

JEAN-MARC CARLE
Syndicat des Métallos, F.T.Q.

Lorsque des délégués à un congrès syndical adoptent des résolutions, formulent des politiques ou préconisent des moyens d'action, y a-t-il des courroies de transmission pour que ces résolutions, ces politiques, ces moyens d'action rejoignent "la base", c'est-à-dire les membres, les syndiqués des mines ou des usines?

La question peut être posée différemment. Les syndiqués participent-ils à l'élaboration des politiques d'un syndicat?

Un exemple

Je vous cite un exemple.

Dès 1965, le Syndicat des Métallos avait prévu que plusieurs mines du nord-ouest québécois fermeraient leurs portes. Un cri d'alarme a été lancé au gouvernement. "D'ici 1975, une douzaine de mines auront fermé leurs portes. Des centaines et des centaines d'emplois sont en jeu. Les conséquences sociales seront désastreuses".

Ce cri d'alarme n'a pas encore véritablement touché le gouvernement. Pourtant, dès 1965, les métallos du nord-ouest québécois lançaient une vaste recherche collective pour trouver des solutions aux sérieuses conséquences familiales, sociales et économiques provoquées par les multiples licenciements.

Il en aura fallu des rencontres, des colloques, des conférences, des échanges d'idées à tous les niveaux pour aboutir à un projet qui a été soumis au gouvernement. Un projet pour les mineurs, un projet pensé par les mineurs: c'est le projet d'un "fonds minier". Le "fonds minier",

c'est une caisse financière qui serait alimentée par les sociétés minières pour éviter aux travailleurs des pertes trop lourdes lorsque les mines ferment leurs portes.

Ce sont les mineurs eux-mêmes — on doit le répéter — qui ont pensé au "fonds minier", qui en ont formulé les principaux éléments, qui ont confié leur projet à un économiste du syndicat, qui ont revu et corrigé les premiers textes de l'économiste, qui ont élaboré la philosophie du projet.

Depuis 1965, les mines Cadillac-Moly, Bevcon, Preissac Molybdénite, Quebec Lithium, Quemont, Wasamac, Marban, Malartic Goldfields et quelques autres ont fermé leurs portes. D'autres subiront le même sort bientôt.

Des emplois ont été perdus, des familles ont été déchirées et dispersées, des communautés disparaîtront. Le dynamisme a souventes fois cédé sa place à l'insécurité et à des drames humains que l'on peut difficilement mesurer.

Pourtant, les travailleurs miniers avaient eux-mêmes fabriqué avec acharnement et espérance un projet qui n'a pas encore frappé une oreille gouvernementale attentive. Mais le projet n'est pas mort...

Voilà un effort collectif engendré par "la base".

Tout chemine vers la participation

Je suis bien conscient que l'exemple que je viens de citer ne peut être multiplié par mille.

Lorsqu'on parle de participation chez les syndicats, on a tendance à toujours se plaindre. Avec raison.

Les moyens traditionnels n'attirent presque plus les syndiqués à leurs assemblées mensuelles. A l'ère de la télévision-couleur, une réunion syndicale traditionnelle "c'est pas mal platte"!

Il faut bien dire cependant que le phénomène de la non-participation préoccupe grandement plusieurs syndicalistes.

Chez les Métallos, la communication est un grand sujet de conversation, surtout depuis un an.

Au cours de la dernière année, une vaste consultation a été entreprise auprès des dirigeants des syndicats locaux pour savoir exactement ce qu'ils désiraient comme éducation syndicale.

Comment rejoindre les membres, comment informer les membres, comment communiquer avec les membres, comment motiver les membres? Voilà autant de questions qui ont été discutées par des dizaines de dirigeants de syndicats locaux au cours de vingt-cinq rencontres qui ont eu lieu dans plusieurs régions de la province en un an.

Ce qui ressort de cette consultation, c'est qu'il est pratiquement impossible de faire de l'éducation syndicale sans passer par l'action syndicale et sans mettre l'accent sur l'enrichissement personnel des citoyens qui veulent participer à une vie syndicale militante dans leur milieu.

Les métallos n'ont pas l'intention — au contraire — de jeter pardessus bord les courroies de transmission qui sont déjà à leur disposition. Il y a les réunions mensuelles, les colloques régionaux, les congrès, le journal, des émissions de télévision ici et là, les semaines d'études, les journées d'études, la participation aux nombreuses activités de la Fédération des Travailleurs du Québec, la participation aux fronts communs, et le reste.

Toutes ces activités ont déjà l'avantage de rassembler les forces et de créer un militantisme évident. Il s'agit de former d'autres militants, de donner de l'intensité à l'action syndicale.

Dans l'esprit des métallos qui ont participé à la consultation, il y a une chose certaine, c'est que l'éducation syndicale doit dépasser les problèmes strictement syndicaux car un syndiqué n'est pas seulement un syndiqué mais il est également un citoyen qui vit dans une société remplie de problèmes et de conflits.

Ainsi, le format de l'éducation syndicale est modifié pour que les courroies de transmission roulent au rythme et à la mesure des syndiqués québécois. L'éducation syndicale ne peut plus se confiner aux problèmes strictement syndicaux. Désormais, les syndiqués se penchent sur les problèmes de "leur" société.

Les congrès syndicaux des dernières années rassemblent des délégués — élus dans leurs syndicats locaux respectifs — qui formulent des politiques largement plus radicales que celles d'il y a quelques

années. L'orientation et la philosophie de l'éducation et de l'action syndicales favorisent nettement cette radicalisation.

L'activité strictement syndicale a sauté le tremplin. L'offensive qui est en marche actuellement est une offensive des "sydiqués-citoyens" contre un pouvoir qui ne respecte pas leurs aspirations. Dans cette optique-là, il était inévitable que les travailleurs cheminent graduellement vers une plus grande politisation.

On peut facilement s'imaginer que l'intensité nouvelle de l'éducation, de la politisation et de l'action syndicale aura comme effet certain de huiler les courroies de transmission qui sont déjà en place.

De plus en plus, les politiques syndicales partiront de "la base" et retourneront à "la base".

RAPPEL

Dossiers encore disponibles

- Les nouveaux pouvoirs
- La libération
- Le chômage, un test de vérité
- L'action libératrice
- La violence des forts et celle des faibles
- L'Eglise en monde ouvrier
- Animation sociale à Hull
- (demander la liste complète)

Par la poste: \$1.00 — \$2.00 pour trois dossiers.



La théologie sur la place Université de Montréal

ÉTÉ 72
3 JUILLET
4 AOÛT

- Communautés nouvelles: opium ou ferment?
- Eglise québécoise et théologie politique
- Foi et culture dans la littérature biblique
- Initiation à la psycho-sociologie de la religion
- Idéologies et église contemporaine
- Lecture pastorale des lettres aux corinthiens
- Action de l'église en milieu québécois: le rapport Dumont

ANNÉE
72-73

Année de réflexion en études pastorales (AREP)

- Information de base et à jour en sciences humaines et théologiques
- Ateliers d'intégration sous direction d'un animateur spécialisé
- Supervision individuelle

Année d'études bibliques (certificat)

- Saisir l'intention propre des textes par les méthodes critiques
- Remettre le texte en situation de parole adressée à l'homme actuel
- Appliquer les textes à une lecture critique du temps présent

Maîtrise ès arts (théologie-études pastorales)

- Elaboration critique d'une praxis pastorale
- Ou bien avec mémoire de recherche
- Ou bien avec dossier "recherche-action",
supervision de groupe et supervision individuelle

faculté de théologie, université de montréal, c.p. 6128, montréal 101
3034, boulevard édouard-montpetit, téléphone (514) 343-7080.

L'option socialiste

MARCEL DAVID¹

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris*

En manifestant notre confiance dans l'aptitude du mouvement ouvrier des pays capitalistes à garder son horizon de dépassement du système établi, il est encore une option qu'implicitement nous avons prise. Elle concerne le socialisme. Mais si nous nous contentons d'en faire nominalement état, nous n'exprimerions rien que de banal et d'insuffisamment signifiant: le socialisme n'est-il pas de nos jours un de ces vocables sous lesquels on met les contenus les plus diversifiés et parfois les plus frelatés?

Le socialisme du mouvement ouvrier

Aussi nous faut-il préciser que le socialisme de notre choix est celui-là même dont le mouvement ouvrier, fidèle aux impératifs de son histoire, se réclame et dont les traits essentiels, compte tenu des conditions d'instauration qui lui sont faites dans la société moderne, sont les suivantes:

— substitution du travail au profit comme catégorie économique et sociale dominante, afin d'orienter fondamentalement l'économie vers le bénéfique et non simplement l'utile à l'homme;

— appropriation collective des instruments de production pour empêcher les grosses puissances financières et bancaires à partir de leurs titres de propriété et de ceux d'autrui d'imposer leur loi à tous,

¹ *Les travailleurs et le sens de leur histoire*, Editions Cujas, Paris 1967, pages 362-271.

² Les sous-titres sont de la rédaction.

y compris aux technocrates dans les moments cruciaux de la vie économique;

— accession des travailleurs à la gestion sur la base de l'affectation sociale des instruments de production et selon des modalités qui en garantissent l'efficacité économique tout en compensant ce que la planification comporte inéluctablement de centralisation et, à n'y pas prendre garde, de bureaucratisme;

— influence prédominante des représentants du mouvement ouvrier, forts de la confiance des travailleurs et respectueux des impératifs démocratiques, dans les instances où se prennent les grandes décisions politiques dont dépend le devenir des collectivités nationales et de la société internationale

— aptitude enfin à mettre à la portée des masses un humanisme dont les valeurs spécifiques, notamment culturelles, sont indispensables au renouvellement de la civilisation.

Un humanisme renouvelé

Nous venons de faire allusion à la démocratie et à l'humanisme. Notre seconde précision aura trait à leurs rapports avec le socialisme. L'expérience prouve que la construction du socialisme ne s'accompagne pas forcément du respect de toutes les exigences inhérentes à la démocratie. Violation de la légalité, culte de personnalité, atteintes policières aux libertés individuelles sont monnaie courante des phases de démarrage et même d'enracinement des régimes qui assurent la suprématie du prolétariat. Pour sortir au plus vite de ces déformations aussi abusives que nocives et même pour les éviter dès l'origine, les moyens d'ordre structurel et institutionnel ne manquent pas. Mais ils risquent fort d'être inefficaces s'ils ne sont pas mis en œuvre par des travailleurs-citoyens puisant dans leurs aspirations humanistes de quoi respecter inconditionnellement un ensemble de principes et de valeurs, hors desquels il n'y a pas plus de possibilité pour l'individu de s'épanouir que pour la création collective de contribuer valablement au renouveau de la civilisation.

Nous entendons bien que pour beaucoup, le socialisme ayant tout ce qu'il faut pour être scientifique et pour résister à l'épreuve de la pratique ne saurait préconiser d'autre humanisme que celui dont en tant que

science et en tant qu'expérience vécue, il suscite l'éclosion. De fait trop souvent les valeurs de l'humanisme classique tournent au verbalisme, chez ceux qui ne proclament l'éminente dignité de la personne humaine que pour acquiescer aux atteintes incessantes qui lui sont portées dans la vie quotidienne. Comment s'étonner que tout en demeurant attaché à ce que représente un humanisme véritable, on puisse hésiter de nos jours à l'appeler par son nom, trop chargé de culpabilité aristocratique?

Il n'empêche qu'attendre de la science seule, fût-elle confondue avec le socialisme, qu'elle produise un humanisme qui réponde pleinement à sa raison d'être, c'est lui demander ce qu'elle est inapte à nous procurer, quand ce n'est pas se leurrer soi-même sur les racines en partie non scientifiques de ses propres motivations et de celles des grands doctinaires du socialisme. Il y a certes dans le socialisme le souci de structurer conformément aux préceptes scientifiques les rapports collectifs entre les hommes sans se laisser hypnotiser par les problèmes individuels. De plus, le socialisme au fur et à mesure de sa construction libère les éléments spécifiques d'un humanisme renouvelé. Et c'est fort bien ainsi. Mais qu'on ne s'imagine pas que ces structures puissent harmonieusement s'agencer et cette construction s'opérer valablement sans que l'homme leur assure l'apport complémentaire de valeurs et de principes qu'il puise, en marge de la science, au plus intime de sa conscience. Sans la soif de justice, le souci d'une égalité réelle, le goût de la libre réflexion, le sens des responsabilités, la volonté de s'éduquer tout en éduquant, il n'est pas de système qui puisse garantir à l'homme le complet développement de la démocratie. Au socialisme de faire en sorte que ces valeurs, qui ne lui sont pas étrangères, s'épanouissent en lui et grâce à lui.

Formation permanente nécessaire

Compte tenu de la complexité croissante des processus technologiques et organisationnels, il n'est pas dit en effet que tout travailleur même convenablement formé soit de taille à les dominer d'assez haut pour participer lui-même en pleine connaissance de cause aux décisions de gestion qu'ils requièrent. Pourtant il ne fait pas de doute que l'absence de coupure et même positivement l'instauration d'une osmose entre les instances gestionnaires et l'ensemble des travailleurs répondent à une exigence essentielle de la démocratie.

Comment donc concilier l'opportunité de s'en remettre à quelques-uns du soin d'assurer à la gestion toute la compétence, l'autorité et la continuité nécessaires, avec la possibilité donnée concrètement à chaque travailleur de participer directement ou par ses représentants à la prise des décisions qui orientent fondamentalement aux divers niveaux la marche générale des unités économiques? On peut certes là encore avoir recours à des aménagements d'ordre structurel et institutionnel. Ils risquent fort d'être inefficaces tant que les dirigeants, sans sous-estimer la technicité de leurs tâches, ne conçoivent pas pour de bon leur rôle comme étant aussi celui d'éducateurs et tant que les travailleurs de base n'admettent pas d'avoir à se former en permanence, sans être assurés pour autant de parvenir à la pleine compréhension des problèmes les plus ardu.

Où les uns et les autres puiseront-ils la force et la volonté de répondre de la sorte à ce que la démocratie attend d'eux sinon dans un humanisme qui les rende aptes à se soucier autant de l'épanouissement d'autrui que du leur et à assumer sans les dénaturer les rôles qui leur sont respectivement impartis?

Le marxisme à la recherche d'un humanisme

Dans les pays de l'Est, qui en sont à s'interroger sur les modalités du passage du socialisme au communisme, ce n'est pas un hasard que les discussions aillent bon train sur les thèmes par lesquels l'humanisme, sans toujours être nommé, est pourtant éminemment concerné. Si l'on devait exorciser tout apport humaniste au marxisme théorique en fonction de l'évolution de Marx lui-même, il appartiendrait de nos jours aux émules de Marx d'en réinventer un. Car les centaines de millions d'individus qui vivent en régime socialiste, du fait même que plus rien ne s'oppose fondamentalement au respect de leur dignité, ne peuvent pas ignorer les problèmes d'ordre philosophique, moral et culturel de l'homme en proie à ce que sa propre aliénation intérieure a d'indéracinable. Heureusement pour le socialisme et pour la démocratie, cette dimension de l'humanisme dont les masses ont besoin n'est pas à créer à partir de rien. Car s'il est historiquement une constante du mouvement ouvrier dans ses plus authentiques composantes doctrinales, c'est bien de faire aller de pair le combat pour des structures satisfaisantes

et la lutte pour les idées qui relèvent précisément à la fois d'une philosophie, d'une morale et d'une culture.

Le pays de l'Est ont encore besoin d'humanisme dans toute la mesure où ils se départissent de l'ostracisme qu'ils ont longtemps jeté sur certains développements des sciences sociales et sur certaines techniques économiques, pour le motif jugé péremptoire que les effluves, qui leur en parvenaient, étaient portées par un vent soufflant de l'occident capitaliste. C'est le cas des recherches sociologiques, à l'égard desquelles les pays socialistes manifestent un engouement qui va croissant; ce l'est aussi du profit auquel on est tenté jusqu'en U.R.S.S. de refaire une place comme stimulant d'appoint; ce l'est encore ici et là du recours aux lois du marché comme critère de rentabilité, de l'intérêt témoigné pour certains procédés de gestion prévisionnelle et de planification comme régulateurs d'une croissance harmonisée. Ce le fut même, en Yougoslavie par exemple, de toute une partie des techniques de relations humaines comme instrument de communications sans blocages.

Au risque de détruire le mouvement ouvrier

Passons sur le paradoxe qu'il y a à attendre de ces techniques en régime socialiste, une fois opérées les transpositions qui s'imposent, des services non seulement économiques mais sociaux alors que dans leur système d'origine on ne voit pas qu'elles s'avèrent aptes à supprimer les contradictions et les affrontements. Et supposons que les masses des pays socialistes fassent fi de leurs raisons d'ordre humaniste de maintenir ces emprunts étroitement subordonnés au souci d'épanouissement des personnes. Elles courraient le risque non pas d'en revenir au capitalisme mais de priver le socialisme de tout ce qui dans les visées civilisatrices du mouvement ouvrier requiert de lui qu'il soit toujours en quête de mieux pour l'homme et pour la civilisation.

Ce n'est pas seulement par la dénonciation verbale du caractère "négatif et décadant" des manifestations les plus typiques de l'*American way of life* que l'Etat socialiste prémunira efficacement travailleurs et citoyens contre la séduction avouée ou non que ce mode de vie exerce sur eux à la faveur de la standardisation des goûts et des besoins, inhérente aux sociétés industrielles. Mais c'est en les aidant à retrouver en leur for intérieur des raisons positives d'user de l'image sans se

laisser fasciner par elle, de profiter du bien-être sans s'y enliser, de cultiver en eux, par delà les versions modernisées du *panem et circenses* le sens des exigences de la personne sans atteinte aux droits de la collectivité. Autant d'objectifs qui supposent pour être atteints que rende à plein la dimension humaniste du socialisme.

Supériorité du socialisme sur le capitalisme

Et nous en arrivons à l'ultime précision qui, après cette mise en garde, rétablira le jugement que nous portons sur le socialisme dans sa juste perspective. Elle relève du fait que nous ne faisons pas la part égale entre le socialisme et le capitalisme. Certes, nous ne contestons pas que des améliorations soient susceptibles d'être apportées en régime capitaliste à la condition des travailleurs. Et nous apprécions que les libertés individuelles de base ainsi que certaines prérogatives collectives, en dépit de trop fréquentes et flagrantes violations, puissent légalement leur être assurées.

Nous constatons aussi que le capitalisme s'est avéré apte à secréter des techniques de régulation qui l'ont prémuni depuis la deuxième guerre mondiale contre les secousses du genre de celle de 1929-1931. Nous savons bien par ailleurs qu'en régime socialiste tous les problèmes sont loin de recevoir une solution satisfaisante. Il en est même certains que le socialisme s'avère allergique à aborder en toute lucidité et à ne pas simplifier à l'excès: le problème religieux est de ceux-là. Il nous semble aussi qu'à l'Ouest, en dépit de la recrudescence du processus de concentration et de la résistance contre vents et marées des institutions d'accession des travailleurs à la gestion, il ne suffira pas d'une chiquenaude, le moment venu, pour opérer la substitution du socialisme à un capitalisme, dont les facultés d'adaptation s'avèrent plus fortes dans la réalité que dans maintes supputations doctrinales.

Et cependant, il est trop facile, sous prétexte que socialisme et capitalisme présentent tous deux du positif et du négatif, de prétendre qu'ils ne valent pas mieux l'un que l'autre ou qu'à la limite ils se rejoignent. Il est trop facile aussi d'en conclure que le mieux, dans ces conditions, est pour les Occidentaux de s'intégrer au système sous l'emprise duquel le hasard de la naissance ou les vicissitudes de l'existence les ont placés.

En réalité, le capitalisme n'est apte socialement qu'au replâtrage et les seules réformes auxquelles il se résigne sont celles qui laissent inébranlés les piliers sur lesquels il repose. Bien sûr de telles réformes sont appréciables. Comme le capitalisme ne les accorde pas de son plein gré, on comprend que les travailleurs se battent pour les obtenir et les défendre une fois obtenues. Cela d'autant plus, qu'à condition de bien choisir son terrain, le mouvement ouvrier peut s'en faire une arme pour investir peu à peu les zones stratégiquement vitales du capitalisme. Il n'empêche que celui-ci n'est pas démuné de moyens de réagir et de colmater les brèches sur le front qu'il estime devoir tenir coûte que coûte. Pour lui le social se mesure à la dose de satisfactions que dans l'ordre du niveau et du mode de vie il est en mesure d'accorder aux basses couches de la population, donc aux travailleurs, une fois tout le reste réglé conformément à la logique du profit.

Or le social authentique à nos yeux est ce qui assure à un nombre d'hommes sans cesse croissant davantage de sécurité certes, mais aussi des responsabilités qui soient de nature à leur valoir à terme une place prépondérante, directement ou par leurs représentants, dans les instances gestionnaires de la nation, à tous les échelons où il en existe. C'est ce que le capitalisme ne peut accorder. Et c'est aussi la raison pour laquelle nous approuvons le mouvement ouvrier de se montrer, sur le terrain des principes et dans l'action, irréductiblement contestataire.

En revanche, nous trouvons normal que le mouvement ouvrier fasse preuve de compréhension à l'égard du socialisme, partout où l'on s'emploie authentiquement à le construire. Nous comprenons notamment que les travailleurs soient prêts à consentir en un tel régime des sacrifices qu'ils refusaient obstinément à faire sous le capitalisme. Et nous ne pensons pas attenter au souci d'objectivité en laissant percer, au travers de nos critiques, une confiance et une sympathie pour le socialisme, qui prolongent celles que nous témoignons au mouvement ouvrier. Car le socialisme a dans ses principes de quoi donner fondamentalement satisfaction aux aspirations des travailleurs.

Appel à la vigilance et à la lucidité des travailleurs

A eux cependant de ne pas se contenter de mots et de beaux principes. A eux de ne pas bénir dans le socialisme ce qui sur le

terrain des droits de l'homme leur paraissait intolérable dans le capitalisme. De leur lucidité à l'égard de l'humain, de tout l'humain dépend l'ouverture du socialisme à ce qui dans l'intelligence et le cœur de l'homme, sans être ni obscurantiste ni rétrograde, fait déboucher celui-ci sur les questions majeures de sa destinée personnelle et de sa présence individuelle et collective au monde. Il se peut que cela n'aille pas sans la recherche par le socialisme et par la démocratie d'un humanisme élargi qui sache être accueillant à toutes les valeurs authentiques, dont est porteur le mouvement ouvrier, pris dans son ensemble et se faisant réceptif aux particularités nationales dans ce qu'elles ont d'enrichissant pour tous. Il n'y a là ni syncrétisme, ni incompatibilité, dès lors qu'on se place dans le droit fil du progrès inhérent à l'histoire des travailleurs. Il s'agit seulement de projeter dans un avenir, dont pour une large part il dépend des travailleurs qu'il soit aussi peu éloigné que possible, les modalités de réconciliation fraternelle des hommes, enfin débarrassés des structures qui depuis toujours les incitaient à se faire loups entre eux.

Aujourd'hui des chrétiens sont attirés par les courants socialistes et leurs évolutions diverses. Ils cherchent à y reconnaître un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi. Ils se sentent insérés dans ce courant historique et veulent y mener une action.

Or, selon les continents et les cultures, ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose.

Paul VI au cardinal Roy

Les chrétiens et le socialisme

Réflexions
sur la proposition d'un socialisme
faite aux travailleurs québécois.

LORENZO LORTIE

Les membres de la C.S.N. sont invités à étudier un document de travail qui propose une solution socialiste pour répondre à la situation économique du Québec. Bien sûr, le socialisme n'est pas proposé pour la première fois aux Québécois. La C.C.F. et le N.P.D. l'ont toujours proposé; il y a même eu récemment le P.S.Q. qui a tenté une entrée sur la scène québécoise. La proposition de la C.S.N. a retenu davantage l'attention à cause de la force même qu'elle représente dans la société québécoise.

Un premier réflexe devant la perspective du socialisme amènerait des chrétiens à demander: L'Eglise va-t-elle entrer dans le jeu d'une société socialiste? De quel socialisme l'Eglise peut-elle s'accommoder?

Il faut rejeter la première question parce que l'Eglise ne se situe pas face au monde, mais *dans* le monde¹. C'est dire que l'Eglise est déjà impliquée dans le socialisme parce que le monde y est déjà impliqué.

La deuxième question nous paraît fausse. En effet, l'Eglise a une fonction critique au niveau socio-politique. S'accommoder d'une situation, c'est soit renoncer à cette fonction critique, soit prétendre

¹ Cf. METZ, J.B., pour une théologie du monde. Cerf. Paris 1971, p. 107.

que cette fonction ne serait plus nécessaire parce qu'il existerait une société parfaite.

Nous laisserons volontairement de côté la fonction critique de l'Église face à une société libérale, puisqu'il s'agit de se situer devant une prospective socialiste proposée dans le document "*Ne comptons que sur nos propres moyens*". Nous nous proposons deux objectifs:

- 1 — jeter un rapide regard sur des recherches concrètes qui vont dans le sens du socialisme et souligner en quoi elles méritent de retenir l'attention;
- 2 — indiquer en quoi la fonction critique de l'Église peut s'exercer plus particulièrement dans le cheminement vers le socialisme.

Les recherches concrètes

Disons au départ qu'une étude exhaustive des socialismes passés ou déjà existants ne peut entrer dans le cadre de cet article. Mais il est important de souligner cette diversité des socialismes: suédois, marxiste, marxiste-léniniste, maoïste, bourguibiste, israélien, etc. On soupçonne déjà un problème de langage important quand on parle socialisme.

1 — *Réalisation*

- Dans deux centres communautaires administrés par des citoyens, des études sont en cours pour que les salaires du personnel de ces centres soient ajustés aux besoins des personnes et non pas aux tâches ou aux diplômes universitaires.
- Une clinique médicale communautaire paie à ses médecins ce que certains médecins considéreraient comme des salaires dérisoires. Les remboursements de l'Assurance-Maladie du Québec en plus de payer le salaire des médecins sont utilisés pour améliorer la clinique et ses services.

- Des communes de jeunes travailleurs et d'étudiants font un fond commun de tous les revenus et partagent ensemble toutes leurs prises de décision.
- Un projet de Conseil de quartier prévoit la participation de représentants des organismes du quartier à des prises de décision sur les orientations de ces organismes dont: une clinique médicale, un centre communautaire, une clinique juridique, une coopérative d'alimentation, une coopérative de production (chaloupes et meubles), une coopérative de logement (Construction et rénovation), un centre d'éducation populaire, etc.
- La C.F.D.T. (Confédération française démocratique du travail), centrale syndicale française, propose lors de son dernier congrès un effort soutenu dans les années qui viennent pour que ses membres revendiquent le droit de gestion des entreprises comme étape nécessaire vers le socialisme.

2 — *Quel sens du socialisme ces exemples dégagent-ils?*

Il semble que nous trouvions là des valeurs importantes dans la recherche d'une société socialiste. (N.B.: "société socialiste" et non pas "gouvernement socialiste". Ce dernier est une suite logique, mais non un point de départ).

- a) Une juste répartition des biens est liée à une reconnaissance factuelle de l'égalité des personnes et, par tant, des chances égales qu'ils doivent avoir devant la vie.
- b) Dans le système actuel, le versement des revenus d'un homme plus qualifié aux besoins de service d'un quartier est une affirmation que les biens intellectuels, culturels et spirituels ont une fonction sociale et doivent être placés au service de la communauté.
- c) Les exemples de commune et de Conseil de quartier soulèvent le problème important du partage des décisions, et cela sur la plus large échelle possible. Dans le cas du Conseil de quartier, il est déjà bien valable de voir chacun de ces groupes gérés par des citoyens du milieu, mais le Conseil de quartier laisse entrevoir, au-delà d'une bonne coordination des services, la possi-

bilité de participation aux prises de décisions sur les priorités à établir, la distribution des excédents de revenus, etc.

- d) Si nous avons évoqué la proposition de la C.F.D.T., c'est que nous croyons que le vrai socialisme se fera par les travailleurs eux-mêmes ou bien on aura une caricature du socialisme². Le défi lancé par la C.F.D.T., qui n'a pas décidé hier son option socialiste, fait suite nous le supposons à une préoccupation interne qui rejoint le mot de Garaudy aux syndicats: "Si le travailleur ne contrôle pas dès maintenant son *syndicat*, il ne contrôlera jamais l'entreprise"³. Ce respect de la volonté des travailleurs est exprimé clairement par la C.F.D.T.: "L'essentiel, dans l'immédiat, est de répondre aux besoins des travailleurs... Car la garantie de la démocratie repose d'abord sur la volonté du peuple. Dans ce processus de transformation sociale qui ne peut s'écarter à un seul moment du respect des libertés, un moment viendra où pourra s'établir un pouvoir socialiste"⁴.

En concluant cette première partie, nous voulons indiquer une limite importante du document "*Ne comptons que sur nos propres moyens*". Alors que dans la recherche des travailleurs à la base l'aspect économique apparaît comme assez secondaire, la perspective économique apparaît comme l'unique piste de recherche d'un socialisme pour les auteurs du document de la C.S.N. Nous croyons que s'il est vrai que les comportements sociaux et politiques, tant individuels que collectifs sont fréquemment conditionnés par les situations économiques, il reste que ce conditionnement ne concerne pas tous les phénomènes d'aliénation et de domination. La modification, même fondamentale, du système économique ne saurait totalement supprimer ces phénomènes.

² Il y a des socialisants et marxisants à \$10.000, \$12.000, ou \$15.000, par année qui feraient bien de se rappeler qu'ils "combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont pas... révolutionnaires mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires... Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparés du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assureraient leur revenu propre.

MARX, ENGELS: Manifeste du Parti Communiste, éditions sociales, Paris 1966, (pp. 48 et 49).

³ GARAUDY, ROGER: Reconquête de l'espoir, Grasset, Paris 1971, (p. 99).

⁴ *Syndicalisme* (magazine) n° 1369, déc. 1971 p. 27. Cf. aussi *Syndicalisme hebdomadaire*, N° 1366, 4 novembre 1971, p. 8. Fondement de la structure.

La critique socio-politique de la société

La nécessaire participation des chrétiens à la politique n'est plus à débattre.

Ce qui est nouveau, c'est l'engagement des chrétiens dans le socialisme ou dans la voie du socialisme. Dans ce contexte nouveau, il est un peu embêtant de présenter des critères d'une critique de la société, alors qu'on a été très silencieux dans le passé sur ce sujet. On peut donner l'impression que seule une nouvelle voie comme celle du socialisme éveille à cette contestation. Il semble plutôt qu'on puisse affirmer que la possibilité du socialisme a donné, en ouvrant une option nouvelle, l'occasion de contester la société capitaliste.

Si cette deuxième partie parle plus spécialement du socialisme, c'est donc uniquement que son point de départ en est le document de la C.S.N. qui propose cette voie. Tout cela est applicable au régime dans lequel nous vivons.

1 — Les lignes de force d'une critique chrétienne de la société.

Autant il serait irréaliste et incompatible à une volonté de présence au monde de rejeter l'option socialiste, autant les chrétiens ne peuvent devenir inconditionnels face à lui. On peut se réjouir de voir évoluer la pensée de l'Eglise (exprimée dans les Encycliques, le Concile et la lettre de Paul VI au Cardinal Roy) qui laisse la porte plus ouverte aux chrétiens face au socialisme, mais les chrétiens auront toujours un rôle de contestation à l'intérieur de la société.

Il semble que deux questions importantes peuvent être posées par les chrétiens dans la recherche du socialisme: celles de l'homme et de son avenir.

a) *Les chrétiens et l'homme de la société socialiste.*

Le socialisme se présente comme un projet de bâtir une société pour l'homme. À travers l'épanouissement progressif de l'homme dans une telle société, l'homme sera-t-il capable de rechercher toujours plus loin dans l'avenir un projet qui le grandira encore plus?

Cette question est loin d'être théorique. En effet, la présentation que l'on fait du socialisme dans le document de la C.S.N., dans des groupes populaires, etc., donne parfois l'impression que le socialisme est le point final de la recherche d'une société pour l'homme. Nous ne pouvons sans doute pas nier que tel ou tel état socialiste ait mieux réussi à aménager une société qui tienne vraiment compte de l'homme; mais nous n'en connaissons pas au sujet duquel on puisse dire que l'homme y est totalement épanoui au point où la recherche de son devenir serait rendue inutile.

b) *Le socialisme et l'avenir de l'homme.*

Pour les chrétiens, l'épanouissement de l'homme, c'est la rencontre de Dieu et la vie dans "les cieux nouveaux et la nouvelle terre".

L'espérance chrétienne n'est pas le refus de bâtir une société parfaitement pour l'homme; elle est l'affirmation qu'une telle société est possible, bien plus, qu'elle sera. Notre foi et notre espérance chrétiennes peuvent contribuer beaucoup à réaliser un socialisme valable, c'est-à-dire une société où la recherche du bien de l'homme est toujours poursuivie. Roger Garaudy, dans son livre *De l'anathème au dialogue*, reconnaît la valeur des questions que la foi et l'espérance chrétiennes posent et doivent continuer à poser au marxisme.

Il importe donc que les chrétiens proclament leur vision de l'homme et du monde et de leur avenir pour que l'avènement d'un monde où l'homme pourra vraiment être lui-même n'apparaisse pas comme une pure utopie, mais comme une réalité en devenir.

2 — *Pour un cheminement vers une société pour l'homme et pour tout homme.*

Pour concrétiser, ce que nous venons de dire, nous amènerons quelques balises nécessaires dans la recherche d'un monde à la mesure

de l'homme. Elles ressortent des quelques exemples que nous avons donnés dans la première partie.

- a) Une société pour l'homme, sera faite par les gens eux-mêmes. Il apparaît clairement qu'on ne peut faire fi de la recherche des groupes de base (syndicats, comités de citoyens, etc.). Cela suppose un immense effort d'éveil et d'éducation et un refus de charrier et de manipuler les personnes. Il y a sans doute une urgence de refaire la société et il ne faut pas perdre de temps, mais il faut que ce soit un peuple qui se donne lui-même une société nouvelle.
- b) Ce sont sans doute les travailleurs plus organisés qui paveront la voie du socialisme. Quelle place auront les plus petits, les sans-voix, les plus faibles? L'émergence de groupes d'assistés-sociaux, de chômeurs, de personnes seules, de personnes âgées permet à certains de participer déjà à une mise en question du système actuel. Cependant, il faut bien reconnaître combien la participation de cette partie importante du monde ouvrier est encore faible. Autant cette mise de côté des plus petits nous apparaît inconcevable aujourd'hui, autant elle doit nous préoccuper dans la recherche pour demain.
- c) Les aspirations de l'homme se situent aux niveaux de l'avoir, du savoir, du pouvoir et de l'être; ce dernier dominant les autres. Ces quatre aspirations doivent être comblées, mais elles ne le seront que si l'objectif est de combler l'aspiration à *être*. Encore là, on retrouve une grande lacune de la société actuelle où le *savoir* est pour avoir plus, celui qui a plus a le *pouvoir* et une masse immense est réduite à se considérer comme simples instruments de production. C'est donc de faire grandir les personnes qu'il s'agit, en leur procurant l'avoir, le savoir et le pouvoir pour qu'elles se sentent *quelqu'un* et non plus *quelque chose*.
- d) Pour cheminer vers une société nouvelle où les hommes se retrouveront, il faudra aussi développer une conscience sociale. C'est du coup aller à contre-courant de l'individualisme engendré par le capitalisme et sa société de consommation.

Cela n'est pas une mince tâche parce que des dépassements difficiles seront à exiger tant au niveau de la possession de biens qu'à celui du partage du pouvoir par la participation.

En terminant, il semble que dans l'immédiat ceux qui veulent s'engager dans la voie socialiste devraient investir leurs énergies dans ce qui déjà s'aligne sur ce type de cheminement. Il y a déjà un terrain fort valable pour une bonne mise en route.

3 — *Un appel aux militants chrétiens.*

Le rapport de la Commission Dumont invite les chrétiens du Québec à entrer avec une audace évangélique dans les projets humains de notre milieu pour redonner à l'Église une image missionnaire, (*3e partie, chapitre IV*). Tout en rappelant que "l'Église et les communautés chrétiennes n'ont pas à formuler un programme historique du développement et de stratégie socio-politique", (*Rapport Dumont, p. 139*), il reste que les chrétiens doivent se laisser interpeler par des événements comme la publication du document de la C.S.N.

La première réaction que plusieurs militants ont en face d'un projet socialiste, c'est la peur. On ne saurait les en blâmer quand on songe à tout ce qu'on a pu sortir de textes officiels, moins officiels, et de sermons pour condamner ou mettre en garde. Mais la présence au monde, la recherche de construction d'un monde plus à la mesure de l'homme demandent de dépasser cette crainte et d'avoir l'honnêteté de rechercher partout ce qui peut le mieux contribuer à améliorer notre société.

Il faut aussi avoir une ténacité face aux difficultés. Certains militants chrétiens se retrouvent avec des gens qui leur paraissent extrémistes et souvent le sont aussi. Ils quittent parfois ces engagements sans avoir tenté d'y apporter leur vision des choses. Souvent, comme le souligne le Rapport Dumont, ils ont travaillé d'ur pour faire respecter des valeurs importantes à leur foi chrétienne, mais sans trouver l'appui de leurs frères. On voit l'urgence pour les militants chrétiens de se regrouper, de se soutenir et de s'animer pour s'engager plus profondément dans les réalités socio-politiques.

Les militants ouvriers chrétiens attirés par l'option socialiste auront à interpeler le monde du travail et le mouvement ouvrier sur la cohérence de ses attitudes. Par exemple, nous songeons aux disparités de salaire qui s'amplifient sans cesse, à la deuxième "job", à la course aux heures supplémentaires. Une remise en question de la société ne

peut éluder la nécessité de rendre conscients l'ensemble des travailleurs d'une solidarité qui dérangera nécessairement certains d'entre eux. Cet engagement à bâtir une solidarité vraie et concrète apparaît comme une volonté d'efficacité de l'action ouvrière.

Au terme de ces réflexions, on peut se réjouir de la publication du document "*Ne comptons que sur nos propres moyens*". En effet, il a amené un nouveau débat sur la place publique et lancé un défi aux membres de cette centrale: celui de leur permettre d'exprimer leur point de vue sur la société dans laquelle ils veulent vivre demain.

Les chrétiens engagés ont là une occasion de réflexion et de revision fort valable pour redécouvrir toute la dimension de leur présence au monde.

28 février 1972

TEMOIGNAGE

"La revue *Prêtres et Laïcs* se distingue surtout par son souci de l'homme de la base, en particulier du travailleur. Sans mettre en doute la valeur indispensable des réformes de structures et du travail au niveau des institutions, la revue met d'abord l'accent sur la recherche d'une pédagogie concrète de libération et d'épanouissement de l'homme vivant en milieu ouvrier."

Claude Ryan

Les partis populaires

*Traduit de "PRESENCIA",
le journal chilien du M.T.C.*

Souvent nous entendons les différents partis populaires se proclamer comme l'avant-garde de la classe ouvrière. Cette affirmation correspond-elle à la réalité. Qu'entend-on par "l'avant-garde" ouvrière? Cet article voudrait aider la réflexion sur ces questions.

En premier lieu, quelle est à notre avis l'avant-garde ouvrière? C'est un groupe d'hommes et de femmes organisés, qui connaissent la réalité du monde ouvrier, qui participent et se compromettent dans ses luttes et qui sont capables de les orienter pour éviter les déviations pouvant l'éloigner de son objectif final.

Connaître la réalité du monde ouvrier

Nous croyons que connaître la réalité c'est avoir une vision réelle et objective de la situation économique-sociale de la classe ouvrière: savoir clairement sous quelle forme le système capitaliste organise l'économie pour le service d'un petit nombre, sans tenir compte de la dignité humaine des personnes ni du progrès du pays. C'est se rendre compte des valeurs de la classe ouvrière, comme par exemple, la solidarité et l'unité qui ont permis l'organisation de tous ces groupes humains que la classe ouvrière s'est donnés pour lutter pour ses droits.

Pour y réussir, il est indispensable d'employer un système d'analyse de la réalité suffisamment scientifique et adéquat qui permettra également de connaître les dangers qui menacent de façon permanente cette unité et cette solidarité et qui, en fait, les ont plusieurs fois détruites.

Le sectarisme politique et religieux, l'égoïsme, la commodité et l'individualisme sont quelques-uns de ces dangers face auxquels il est nécessaire de se mettre en garde.

La connaissance de la réalité exige d'être capable de se rendre compte que dans la classe ouvrière il n'existe pas d'uniformité au niveau d'un parti politique, mais plutôt divers courants qu'il est nécessaire de respecter, en cherchant dans ces courants les désirs et les espérances partagés qui naissent d'une conscience commune. Nous entendons par conscience de classe le fait de se rendre compte qu'il y a d'autres hommes également exploités et que c'est seulement par la solidarité qu'ils pourront se libérer.

Aussi, il faudrait se demander dans quelle mesure les divisions entre les travailleurs sont fomentées du dehors par ceux qui sont intéressés à diviser et à affaiblir le mouvement ouvrier: les différentes caisses d'économie, les églises et les sectes, les divers partis politiques, les fausses images de promotion personnelle comme celle de s'identifier à une classe non définie appelée la classe moyenne, etc...

Cette connaissance de la réalité ouvrière nous impose un fait que nous voulons commenter spécialement: il mériterait à lui seul tout un article. C'est le fait du pluralisme.

Que signifie pour nous ce terme si à la mode dernièrement? Nous croyons que le pluralisme c'est l'acceptation d'une réalité bien concrète: l'existence de manifestations idéologiques et stratégiques différentes dans la classe ouvrière. Cette diversité est bonne pourvu qu'elle ne provoque pas un affrontement entre ceux qui doivent lutter unis et que personne ne s'attribue le monopole de la vérité.

L'avant-garde ouvrière enregistre cette réalité, elle cherche les points de contact, les désirs communs, les objectifs généraux; à partir de là elle cherche à créer une unité véritable et plus solide puisqu'elle naît en respectant les différences légitimes qui peuvent exister entre les hommes.

S'engager dans le mouvement ouvrier

Il n'est pas possible de prétendre faire partie de l'avant-garde de la classe ouvrière sans s'engager dans les grandes et petites batailles que livre quotidiennement le mouvement ouvrier.

Ce "théoricien" d'avant-garde qui refuse de participer ou de s'engager dans le syndicat, le parti politique, le groupement de citoyens, etc., ne pourra avoir beaucoup de sens aux yeux des ouvriers.

Normalement, c'est par la pratique et l'expérience que les ouvriers apprennent. De là naît la méfiance bien justifiée pour les intellectuels qui ne veulent pas ou n'osent pas s'engager.

Ces "théoriciens" oublient que tout ce qu'a réussi la classe ouvrière jusqu'à date, et ce qui lui permettra la conquête du pouvoir politique et économique, est le résultat de sa lutte organisée.

Etre capable d'orienter la lutte ouvrière

Mais le fait de connaître la réalité et de participer de façon engagée dans le mouvement ne suffit pas pour faire partie de l'avant-garde, bien que ce soient des aspects fondamentaux.

Il est nécessaire aussi d'avoir un esprit critique et une vision suffisante pour orienter le mouvement. Il faut savoir où l'on va, quelle sorte de société nous voulons construire, quels sont les dangers qui guettent nos conquêtes et qui peuvent nous faire dévier de la ligne tracée.

En résumé, il faut avoir une théorie révolutionnaire.

- Luttons-nous pour réussir à atteindre les raffinements du confort bourgeois, ou sommes-nous intéressés à obtenir une vie pleine, humaine, digne?
- Sommes-nous intéressés à affermir l'individualisme ou à créer une conscience communautaire qui nous permette d'obtenir notre sécurité dans l'unité de tous plutôt que dans une capacité accrue de nous déchirer entre nous.
- Voulons-nous nous libérer de l'oppression économique seulement, ou sommes-nous intéressés à nous libérer de tous les éléments politiques, culturels et religieux qui nous oppriment?
- Notre préoccupation pour les frères de la classe ouvrière se limite-t-elle à notre pays ou s'étend-elle à tous les travailleurs du monde?

La réponse que nous donnerons à ces questions et à d'autres déterminera si vraiment nous faisons partie de l'avant-garde ouvrière.

Les partis politiques populaires que nous avons mentionnés au début remplissent-ils ces exigences? Leurs intérêts sont-ils les mêmes que ceux des ouvriers? Quand ils demandent aux travailleurs une action déterminée, comment ces derniers l'accueillent-ils? Quand ils se déclarent les défenseurs des marginaux, cherchent-ils réellement leur libération ou s'ils tentent seulement d'obtenir leurs votes? Dans leurs directives, où se prennent les décisions importantes? Les ouvriers sont-ils présents? Ne sont-ils pas seulement représentés par des bourgeois?

Ceux qui se disent révolutionnaires sont-ils prêts à mettre le temps et la patience nécessaires pour éveiller la conscience de la classe sous-prolétaire qui, après tout, est celle qui souffre des pires conséquences du capitalisme?

Nous croyons que certains partis populaires ont été à l'avant-garde de la classe ouvrière et pourraient l'être encore plus s'ils rencontraient les pré-requis mentionnés. Dans la mesure où ils les auront acquis, ils chercheront l'unité des travailleurs, ils banniront le sectarisme partisan et la pratique des faveurs électorales par l'octroi d'emplois publics, ils se dégageront des "révolutionnaires" en quête d'entreprises étatisées et qui par leur action déprécient la cause la plus noble.

Pourquoi le peuple est-il souvent
contre sa propre libération?

(page suivante)

Le peuple contre sa propre libération

*Traduit de "PRESENCIA",
le journal chilien du M.T.C.*

Moïse, qui avait libéré les Hébreux d'Égypte, souffrit de l'incompréhension de son peuple dès les premiers moments de son activité publique.

Ainsi, pour défendre un Hébreu il avait dû tuer l'Égyptien qui le maltraitait. Il crut que le Pharaon ne le saurait pas, mais il fut dénoncé par celui-là même à qui il avait reproché sa lutte contre un de ses frères de race (Exode, 2, 11-15).

Plusieurs années plus tard, Dieu l'envoya devant Pharaon lui demander de laisser partir son peuple. Son intervention produisit l'effet contraire, le Pharaon exigea des Hébreux un travail beaucoup plus lourd. A cause de cela les dirigeants du peuple, les scribes, accusèrent Moïse qui s'était exposé pour eux au lieu d'accuser le Pharaon, l'opresseur (Exode 5, 19-23).

Durant les années de séjour au désert du Sinaï, les Hébreux accusèrent encore Moïse chaque fois qu'ils rencontraient un danger ou une difficulté: "Pourquoi ne nous as-tu pas laissés en Égypte au lieu de nous amener mourir au désert? Ne t'avions-nous pas dit clairement: Laissons-nous en paix, nous voulons servir les Égyptiens?"

Ils regrettaient l'esclavage parce qu'ils regrettaient l'abondance des aliments en Égypte. "Qui nous donnera de la viande à manger? Ah! quel souvenir! le poisson que nous mangions pour rien en Égypte, les oignons et l'ail! Maintenant nous dépérissons, privés de tout; nos yeux ne voient plus que de la manne" (Nombre, 11, 4-6).

Ils destituent Moïse et veulent retourner en arrière. "Donnons-nous un chef et retournons en Égypte". Toute la communauté parlait de lapider Moïse et Aaron (Nombres 14, 1-10). La position inconfortable

du peuple et son impatience devant le succès étaient profitables aux dirigeants envieux de l'autorité de Moïse.

Découragement et fermeté du dirigeant

Devant ce peuple de têtes dures, Moïse eut ses moments de défaillance. Il dit à Yahvé: "Pourquoi fais-tu du mal à ton serviteur? Pourquoi, n'ai-je pas trouvé grâce à tes yeux, que tu m'aies imposé la charge de tout ce peuple? Est-ce moi qui ai conçu tout ce peuple, est-ce moi qui l'ai enfanté, que tu me dises: Porte-le sur ton sein comme la nourrice porte l'enfant à la mamelle, au pays que j'ai promis par serment à ses pères? Où trouverais-je de la viande à donner à tout ce peuple, quand ils m'obsèdent de leurs larmes en disant: Donne-nous de la viande à manger? Je ne puis, à moi seul, porter ce peuple: c'est trop lourd pour moi. Si tu veux me traiter ainsi, tue-moi plutôt! Ah! si j'avais trouvé grâce à tes yeux, que je ne voie plus mon malheur!" (Nombres 11, 11-15).

Malgré tout, Moïse se maintient ferme devant le peuple. Sa conduite fondamentale était l'humilité: "Moïse était un homme très humble, l'homme le plus humble que la terre ait porté" (Nombres 12, 3). Il se savait limité: Qui suis-je pour aller trouver Pharaon et pour faire sortir d'Egypte les enfants d'Israël?" (Exode 3, 11). "Excuse moi, mon Seigneur! Je n'ai jamais, jusqu'ici, été éloquent, pas même depuis que tu adresses la parole à ton serviteur. Ma bouche est inhabile et ma langue pesante!" (Exode 4, 10).

Son humilité dictait son action avec les hommes. Il accepta de partager son autorité avec son frère Aaron et avec les 70 anciens; il considérait cela comme un avantage (Exode 18, 13-27).

Il ne profita pas de son poste pour s'enrichir: "Je ne leur ai enlevé même pas un âne et je n'ai fait de mal à aucun d'entre eux".

Il souffrait les oppositions, non comme une offense à sa personne, mais comme une obstruction à l'œuvre de Dieu.

L'humilité du leader lui a permis d'être non pas un dictateur qui impose sa volonté aux masses, se substituant à celles-ci, mais un père qui, par son courage, affermit ses enfants jusqu'à ce qu'ils soient capables de s'affirmer par eux-mêmes.

Son humilité dictait aussi son action à l'égard de Dieu. "Qui a doté l'homme d'une bouche? ... n'est-ce pas moi, Yahvé? Va donc sur l'heure, je t'aiderai à parler et te suggérerai ce que tu devras dire" (Exode 4, 11-12). Dans l'Exode, on le voit priant Dieu: "Si donc je jouis de ta faveur, daigne me révéler tes voies, pour que je te comprenne, afin de jouir de ta faveur. Considère aussi que cette nation est ton peuple" (Exode 33, 13).

Il ne demande pas à Dieu de lui indiquer le chemin stratégique qu'il doit suivre pour arriver rapidement en Palestine et vaincre ses ennemis; il lui demande le chemin pour arriver à connaître Dieu plus intimement. Cela peut paraître étrange chez un homme qui avait une responsabilité politique comme Moïse, cependant nous trouvons ici la clé de sa persévérance: Moïse se maintenait ferme comme s'il voyait l'Invisible.

Vision de dirigeant

Familier avec Dieu, Moïse entrait très intimement dans le plan que Dieu avait conçu pour son peuple et qui dépassait ce que l'on pouvait imaginer. Ce projet de Dieu atteignait son apogée avec l'incarnation de son fils Jésus-Christ, avec sa mort et sa résurrection, avec l'Eglise Peuple de Dieu inauguré avec Moïse et les Hébreux libérés d'Egypte.

Ainsi il était certain qu'il ne s'était pas trompé même si le succès tardait à venir. L'irresponsabilité de son propre peuple ne le dérouta jamais parce qu'il savait que dans le cœur de chaque Hébreux celui de Dieu battait personnellement, l'invitant à assumer sa libération, à la vouloir, à en payer le prix. Loin de lui enlever l'efficacité politique, sa foi en Yahvé, son intimité avec lui, lui assurait la victoire contre les ennemis parce qu'elle lui permit de remporter la victoire contre le péché de son propre peuple.

Le plus grand obstacle: le peuple lui-même

"Ce peuple est trop lourd pour moi". La principale bataille de Moïse ne fut pas contre les ennemis qui s'opposaient à la marche des

Hébreux au désert, ce fut contre le peuple lui-même qui s'opposait à sa libération.

Le peuple désirait-il se libérer de l'esclavage et arriver à la terre promise? Il le désirait mais ne le voulait pas. Désirer une chose sans être disposé à payer le prix pour elle, c'est se tromper soi-même.

L'opportuniste espère que le dirigeant lui donnera la chose toute faite; il critique, il l'offense même, mais il ne se donne aucune peine pour l'obtenir. Vouloir une chose avec toute la force de sa volonté, c'est accepter de payer le prix en efforts, en sacrifices, en initiatives.

Il en coûte d'éduquer la volonté d'une personne. Il en coûte beaucoup plus d'éduquer la volonté des masses pour lui permettre d'agir de façon responsable.

Une réflexion pour les militants ouvriers

Ceux qui désirent réfléchir plus profondément sur ce thème pourront lire la Bible avec plus de détails, surtout les textes indiqués.

Nous les invitons à répondre aux questions suivantes:

- Comme travailleurs, sommes-nous témoins, chez la masse ouvrière, de réactions identiques à celles signalées dans la Bible?
- Dans quelle mesure avons-nous réagi comme le peuple hébreux?
- Comme dirigeants, avons-nous eu à affronter les mêmes problèmes que Moïse? Comment avons-nous réagi?

La situation qu'a vécue le leader du Peuple de Dieu a beaucoup de ressemblance avec l'actualité; elle peut jeter de la lumière sur la nécessité et les limites du rôle d'avant-garde que doivent avoir certaines organisations; elle souligne la nécessité d'éduquer la volonté des travailleurs pour qu'ils soient les agents responsables de leur propre libération.

Ces textes doivent être un lieu de ressourcement pour les militants ouvriers chrétiens pour qu'ils découvrent et fassent effectivement leur part dans la lutte ouvrière. Ils nous permettent de confirmer l'expérience du Mouvement ouvrier, à savoir, que les masses pauvres, malgré leur

lourdeur, sont le terrain le plus favorable aux valeurs de solidarité, d'égalité, de sacrifice, le lieu où elles peuvent le plus facilement pousser et se fortifier. Elles sont également le terrain le plus favorable pour recevoir la Parole du Christ qui vint apporter la libération totale des hommes, choisissant de vivre les conditions des masses pauvres de son temps.

Celui qui comprend le grand projet de Dieu pour les masses laborieuses sera plus disposé à travailler avec patience; il conservera la certitude qu'un jour les affronts seront supportés et qu'on pardonnera jusqu'à prendre conscience de sa dignité, qu'on ira même jusqu'à faire à la société le partage de ses propres richesses.

Les militants ne seront pas seulement un groupe qui s'ajoutera à l'avant-garde de la classe ouvrière, mais un groupe qui fera que l'Invisible se fasse chaque jour plus visible sur notre terre.

INVITATION

Nous vous invitons à nous communiquer:

- des témoignages de vie
- des expériences
- des réflexions sur les événements
- des revisions de vie ouvrière

Prêtres et Laïcs

Une soeur à l'usine

Madeleine NEVEU, C.S.C.

Missionnaire en milieu ouvrier depuis six ans, j'ai choisi, à partir d'un cheminement lent et progressif, de m'engager à plein temps au service de la jeunesse ouvrière.

C'est d'abord en vivant quotidiennement pendant deux ans dans une maison ouverte aux jeunes travailleuses que je suis devenue sensible aux aspirations, aux souffrances, à la vie des jeunes travailleurs.

C'est en continuant à vivre en logement avec une équipe de jeunes travailleuses et en entrant dans le monde du travail que je découvre plus à fond cette jeunesse ouvrière que j'aime profondément.

Vivre en équipe avec des jeunes travailleuses, travailler en usine, ce n'est pas une fantaisie ni le jeu d'un simple hasard, mais c'est une réponse à des besoins concrets, c'est une forme de service adapté à ces besoins, c'est le point de départ d'un engagement qui se veut vrai..., collé à la vie et centré sur les personnes.

Vivre en équipe avec des jeunes travailleuses

L'isolement est une des grandes souffrances des jeunes travailleuses. "Quand on commence à travailler, on perd nos amis. On se trouve quasiment seul. On n'a pas d'occasion de rencontrer d'autres jeunes comme nous." Pour combattre cet isolement, de plus en plus les jeunes travailleurs se regroupent.

Sensible à cette aspiration, je m'engage en mai '71 à vivre en logement avec une équipe de jeunes travailleuses. Ensemble nous voulons une vie d'équipe qui soit partage, attention aux personnes, participation.

Ce style de vie permet de répondre à certains besoins:

- *besoin de vivre avec d'autres*: "En petit groupe on se connaît plus... on peut s'aider plus." "Moi, j'ai besoin des autres pour me compléter."
- *besoin de sécurité matérielle*: "Ça va nous coûter moins cher que si on allait chacune de notre bord."
- *besoin de participation*: Ça va nous apprendre à prendre nos responsabilités; la vie de la maison c'est notre affaire."

Pour moi, ce style de vie me permet de me faire proche, de me placer en situation de service, de travailler à la libération de la jeunesse ouvrière.

Travailler en usine

Etant chaque jour en contact avec des jeunes travailleurs, je constate jusqu'à quel point le travail en usine conditionne leur vie. Pour mieux saisir cette vie, pour partager plus totalement leurs conditions de travail, je décide d'aller travailler en usine.

- "Ça va nous donner du courage de te voir partir tous les matins comme nous" (*Monique*).
- "Tu vas nous comprendre mieux parce que tu vas vivre les mêmes problèmes que nous" (*Rosella*).
- "T'es niaiseuse Mado... tu aurais la chance d'être professeur et t'accepte d'aller en arracher en usine" (*Ghislaine*).
- "Tu vas trouver ça dur... ça parle mal... les gars vont t'achaler" (*Diane*).
- "Tu vas pouvoir en parler aux autres sœurs et elles vont nous comprendre mieux" (*Laurette*).
- "On voit les sœurs plus hautes que nous autres, là on la verrait comme nous" (*Rosella*).
- "Ça va être bon que tu saches ce que ça veut dire te faire pousser dans le dos. Ça serait bon qu'on en parle ensemble de ce que tu vas vivre au travail" (*Soline*).

Recherche d'un emploi

30 août '71: je pars à la recherche d'un emploi. Je fais d'abord le tour des manufactures du quartier où je vis. "On n'a pas de place pour vous." "Notre personnel est complet." "T'as pas d'expérience, on ne peut pas te prendre."

Au Centre de la main d'œuvre on me répond: "On n'a rien à vous offrir pour le moment; on vous rappellera."

Je décide d'aller voir à Eagle Toys, grosse manufacture de jouets située à St-Henri. On m'engage: "Tu commenceras demain sur le shift de jour (7 h. à 4 h.) à \$1.45 de l'heure (salaire minimum).

En faisant ces démarches pour me trouver une job, j'avais vraiment l'impression de "quêter". J'ai mieux compris la peur qu'ont les jeunes travailleurs d'affronter ce monde du travail si peu humain et si exigeant. Parce qu'on n'a pas d'expérience on nous refuse... "On ne sait pas ce que c'est de commencer à travailler. Quand on commence à travailler on connaît rien. L'école nous a rien appris au sujet du travail, au sujet de nos droits."

Adaptation au travail

N'ayant jamais mis les pieds dans une manufacture, j'ai été profondément marquée par ma première journée de travail. Une vingtaine de filles commencent la même journée que moi. Le gardien nous donne notre numéro et notre carte de punch. Il nous conduit au 3^e étage. Le "boss" vient nous chercher: "Venez icitte vous autres".

C'est son bonjour! Je me sens comme une bête dans un troupeau. On ne nous dit rien... On n'a aucune idée du travail qu'on fera. Durant cette première journée, on me change quatre fois de travail.

Tout le monde travaille debout... en silence. Ce silence est brisé par les cris ou plutôt les sacres des boss, et par le bruit des machines. Tout est vieux, sale et mal éclairé.

Je croise beaucoup de visages. Je suis étonnée de voir tant de jeunes qui semblent fatigués, tannés, écœurés du travail.

Pendant mes 5 premières semaines, je travaille seule sur une machine à pédale qui perce des trous dans des morceaux de plastique. Ces morceaux servent de côtés pour les jeux de hockey sur table. Le temps est long, terriblement long. C'est pas compliqué comme travail mais c'est très ennuyeux. Je suis au service de la machine.

"A l'ouvrage, on fait toujours les mêmes gestes. On devient vite écœuré. C'est ennuyant parce qu'on est un peu comme des robots. Notre travail, ça ne nous demande pas de penser, on fait ça machinalement."

Je connais ensuite le travail à la chaîne. Pendant trois semaines, je suis sur la ligne de basketball. Tout ce qui compte c'est la vitesse, la production. Les employés se bousculent entre eux à cause de cette pression terrible faite par les boss pour accélérer la production. "Si vous n'allez pas plus vite, je vais toutes vous câlisser dehors".

Quand on travaille à la chaîne, on ne peut pas se permettre d'être fatiguée, malade, ou même d'avoir besoin d'aller aux toilettes. Je me souviens de Michel; un matin il s'était rendu au travail grippé. A 8.30 heures, il n'en peut plus, il va voir le boss pour partir. Le boss lui dit: "Si t'es malade reste chez vous. On n'a pas besoin de toi icitte." Il lui signe sa carte et le met dehors.

Lutte syndicale

Ce qui m'a aidé à tenir le coup dans cette usine, c'est la découverte des personnes et la lutte que j'ai menée avec ces personnes. A Eagle Toys, il y a environ 700 employés. La grosse majorité sont des jeunes de 17-25 ans. Rien à l'usine ne favorise les contacts humains. On travaille en silence. Si on parle, on risque la porte. Le break ne dure que 10 minutes et le dîner une demie heure. A 4 heures tout le monde a son voyage et quitte l'usine en courant. J'ai quand même profité de tous les moments pour rencontrer les jeunes travailleuses et petit à petit je suis devenue l'une d'entre elles.

En octobre, Diane, une jeune travailleuse de 17 ans me dit: "Mado, y faut faire quelque chose dans la shop. Tout le monde est écrasé. On commence à faire signer des cartes pour faire entrer un syndicat. Si ça t'intéresse tu peux venir avec nous."

A Eagle Toys il n'y a pas de vrai syndicat. Il y a une Association de Boutique affiliée à la FCAI, mais elle est du bord des patrons non pas des employés.

Avec une petite équipe de gars et de filles, je m'embarque dans l'action syndicale. Je visite les employés le soir après le travail pour leur parler du syndicat. Ces visites me font découvrir des personnes écrasées par leur travail et qui veulent s'en sortir avec d'autres. Elles me donnent aussi l'occasion de créer des liens, d'amener des gars et des filles à devenir responsables avec d'autres de leur milieu de travail. C'est formidable comme ça donne tout un sens à mon engagement dans ce milieu.

Ce n'est pas facile de mener une action syndicale quand tout le monde est écrasé par la peur:

- *peur des boss*: "On a peur des boss. Quand on les voit venir on devient tout mal. Les boss nous engueulent, on peut pas rien dire."
- *peur de perdre sa job*: "Les boss font ce qu'ils veulent avec nous parce qu'on ne veut pas perdre nos jobs."
- *peur d'être "stoolé"*: "A l'ouvrage il y a tellement de stools qu'on n'a pas confiance aux autres."

Cette lutte syndicale menée avec d'autres a été pour moi une occasion unique de travailler à la libération des jeunes travailleurs.

A Eagle Toys, le syndicat n'est pas encore entré mais grâce à cette action syndicale il y a des jeunes travailleurs qui ont pris conscience de leur valeur et de leurs droits; qui sont devenus plus responsables de leur milieu de travail; qui sont prêts à lutter avec d'autres pour un milieu de travail plus juste et plus humain.

Mise à pied

A chaque année à Eagle Toys et dans plusieurs autres usines il y a un "slack". Après avoir poussé dans le dos des employés pour que la production augmente à un rythme fou; après avoir obligé les employés à faire du temps supplémentaire jusqu'à la dernière minute;

après avoir engagé des nouveaux employés durant la dernière semaine, la compagnie fait des mises à pied nombreuses et inattendues.

Vendredi le 10 décembre, je vis cette réalité du slack. En quittant mon travail, j'ai un petit papier blanc après ma carte de punch: "mise à pied temporaire". La date de mon retour n'est pas indiquée bien entendu. Aucun avertissement de la Compagnie. Je m'y attendais un peu parce que d'autres employés avaient été slackés avant moi et de la même façon. La Compagnie ne respecte même pas l'ancienneté. On profite surtout de ces mises à pied pour se débarrasser de certains employés qui ont trop de front et qui refusent de se laisser traiter comme des machines.

Je trouve ça dur de laisser la shop après 3 mois de travail. Entre nous, les employés, des liens se sont créés: "On n'aura plus notre petite sœur avec nous." "Lâche-nous pas Mado." "Vas-tu revenir nous voir?".

En chômage

"On n'a aucune sécurité d'emploi. On peut se faire mettre dehors n'importe quand."

Durant ma première semaine de chômage, je me rends au Bureau de l'Assurance-chômage avec Francine, une jeune travailleuse que j'ai connue à Eagle Toys. On nous remet une enveloppe: "Remplissez ces feuilles et retournez-les ici".

Faire plus d'une demi-heure d'autobus pour se faire dire ça! On nous donne aucune explication et les formules sont pas mal compliquées, surtout pour des jeunes travailleurs peu habitués à ce genre de questionnaire. Depuis ce temps, j'attends mon assurance-chômage. Après 5 semaines je n'ai reçu aucun signe de vie. Je pense à tous ces jeunes travailleurs qui n'ont pas un sou de côté... Quelle insécurité!

Je profite de ces semaines de chômage pour rencontrer les gars et les filles de la shop et pour suivre de près les démarches de notre syndicat. A deux reprises, on se rend à la Cour du Ministère du travail pour des procès. Le premier, pour les gars et les filles mis dehors pendant la lutte syndicale. On a gagné. La Compagnie a repris ces employés et leur a payé tous leurs salaires perdus depuis qu'ils avaient été

mis à la porte. Le second était pour l'accréditation de notre syndicat. Là aussi on a gagné. Le Commissaire enquêteur nous a donné gain de cause mais la FCAI s'est empressée d'aller en Appel.

Ces mois vécus en usine n'ont pas toujours été couleur "eau de rose", mais le fait de vivre quotidiennement cette dure réalité du travail en usine m'a collé les deux pieds sur le terrain. A cause de toute cette vie ramassée jour après jour, je suis entrée un peu plus à fond dans le monde des jeunes travailleurs.

Avec eux et pour eux, j'ai travaillé, j'ai lutté, j'ai vécu... Pour moi, évangéliser c'est me faire proche, être avec, vivre avec... C'est en vivant avec et pour les jeunes travailleurs que je deviens capable de cheminer avec eux pour une action qui se situe dans la ligne de la libération.

Janvier 1972

582, rue Congrégation
Montréal 104

RAPPEL

Le journal d'un prêtre-ouvrier canadien

"Ce fut pour moi un privilège de pouvoir faire l'expérience de la vie de prêtre-ouvrier durant cinq mois dans une des usines de notre ville. Cette action a été poursuivie avec l'approbation de notre évêque, espérant qu'une telle action contribuera à promouvoir une insertion plus adaptée de l'Eglise dans la communauté ouvrière."

\$1.00 par la poste

Editions Prêtres et Laïcs
1201 rue Visitation
Montréal 133

Recensions

HACHETTE

La vie quotidienne des premiers chrétiens (95/197), par A. Hamman, 300 p.

Le désir de refaire l'Eglise à partir du tissu humain et de la quotidienneté trouvera dans le livre du Père Hamman une source non pas de recettes mais d'inspiration. L'auteur s'est interrogé sur la vie quotidienne des premières générations chrétiennes. Comment vivaient, voyageaient, priaient-elles? Quelles furent les méthodes d'apostolat, les milieux évangélisés? Nous découvrons des hommes et des femmes, clercs et laïcs, leur attitude devant la vie et la mort, leur attente quotidienne du royaume qui vient. L'esprit de créativité évangélique dont ils ont eu à faire preuve dans leur milieu de vie peut sans doute nous être utile aujourd'hui.

La vie quotidienne des éthiopiens chrétiens (aux XVII^e et XVIII^e siècles), par Jean Doresse, 400 p.

FLEURUS / NOVALIS

Les communautés, sectes ou ferments? par Laurette Lepage, collection "Communauté humaine", 145 p.

Question actuelle qui suscite une des hésitations du rapport de la Commission Dumont sur les communautés de base. Le livre de Laurette Lepage répond à l'objection, fréquemment apportée, qui assimile les communautés de base à des sectes ou des ghettos. L'homme moderne, habitué aux relations multiples, ouvertes sur l'extérieur, aux pluralismes à tous les niveaux, se méfie spontanément des cercles fermés sur eux-mêmes. L'auteur montre que les petites communautés, loin de constituer un recul, vont dans le sens d'un accomplissement du besoin incoercible, dans l'homme de tous les temps, de dépendre étroitement de ses semblables.

Dans l'Eglise, une vie chrétienne en communauté étroite ne signifie pas un retour à l'archaïsme des communautés primitives, mais une nouvelle forme de présence et d'expression ecclésiales tout à fait adaptées aux aspirations des hommes de notre temps. Les communautés peuvent être un ferment puissant pour la transformation de la société et de l'Eglise.

CHEZ L'AUTEUR

Jean-Guy Morin vous offre. Disque micro sillon: "Une rose" et "Dans le tunnel de l'histoire". Jean-Guy Morin, C.P. 758, La Pocatière, Qué. Prix: \$1.25.

Après avoir animé au poste local un programme radiophonique de réflexion chrétienne à partir de chansons, l'auteur vient d'endisquer deux de ses propres chansons suivies d'un guide de réflexion. Le succès remporté par ses émissions justifiait la production de cet instrument de catéchèse à la portée de tous les foyers.

BERNARDIN FRÈRES Inc.

Assurances

Maurice Bernardin, C.D'A.A.
Jean-Louis Bernardin, C.D'A.A.
Pierre Bernardin, C.D'A.A.
Raymond Bernardin, C.D'A.A.

Jacques Thériault, C.d'A. ass
René Couillard, C.d'A. ass
Claude Audren, C.d'A. ass



8000 St-Denis

Tél.: (514) 384-9200

MONTRÉAL 327

Laboratoire DU-VAR Inc.

Manufacturier de cosmétiques et de parfumerie

NOUVELLE ADRESSE

1004 PORT-ROYAL EST

MONTRÉAL 358

Tél.: 388-8602

BUREAU CHEF — HEAD OFFICE: 625, LAFONTAINE — RIVIERE DU LOUP



MONTRÉAL — QUÉBEC — ST JEAN PORT JOLI — ST PACAL — RIVIERE-DU-LOUP
EDMUNSTON — ST. JOHN — MONCTON, N.B.

1909-1972

ACME VACUUM Cie Ltée

MAISON CANADIENNE-FRANÇAISE
DIRIGÉE PAR
MONSIEUR ROLAND SALMAN, PRÉS.

Centrales de nettoyage par le vide
et aspirateurs portatifs pour
Eglise — Ecoles — Centres Récréatifs — Hôpitaux

9875, rue CLARK, MONTREAL 357 Tél.: 388-5721

Casavant Frères

LIMITÉE

St-Hyacinthe, Qué.

Facteur d'orgues et d'ameublements spécialisés

Cette maison fondée en 1880 est aujourd'hui l'une des
plus importante au monde, dans ce genre d'industrie.

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie
Spécialité: ascenseurs

QUÉBEC, 245, rue Du Pont

MONTREAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262

Tél.: 389-2258

Produits Shell Oil Company

Produits General Tire & Rubber Company

La Compagnie distributrice du Saint-Laurent Ltée

Entrepôt, Bureau, RIMOUSKI-EST

Tél.: 723-7273



JOSEPH ELIE LTEE

Huile à chauffage et brûleurs

SERVICE JOUR ET NUIT

1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal 107, P.Q.
Tél.: 861-9555

LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861

400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

1690, boul. Labelle
Chomedey, Tél.: 688-2751

6270, Upper Lachine
Montréal, Tél.: 489-8221

405 ouest, Curé Poirier
Jacques-Cartier, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourrage — Vitres

OVERNITE EXPRESS LIMITED

Ottawa — Hull: 777-4301

Montréal — Toronto — Hamilton — Hawkesbury — Buckingham

— St-Jérôme — Maniwaki — Shawville — Pembroke

"LARGE OR SMALL WE HAUL IT ALL"

Les Equipements de Bureau Richelieu Ltée

J.L. Charette, prés.

Montréal, Tél.: 866-4117

268, Champlain
St-Jean, Tél.: 346-5159

79, Place du Marché
Valleyfield, Tél.: 373-3121



Hommages



Rimouski, Qué.

Tél.: 723-1212

TOUT EN PHOTO ET CINÉ

Attention spéciale aux commandes postales.

L. R. VIALA INC.

Ventes — Locations — RÉPARATIONS

1280 EST, DE MAISONNEUVE,

— MONTRÉAL 133

— Tél.: 526-2535

ENCOURAGEZ
NOS
ANNONCEURS



UNE
ANNÉE
PAS
COMME
LES
AUTRES

Une période de grandes réalisations pour Dupuis ! En effet, 1972 verra l'ouverture officielle de notre nouveau magasin faisant partie du vaste complexe Place Dupuis Inc. Ce projet a pu voir le jour grâce à la confiance constante de nos clients, aussi c'est un merci tout spécial que nous tenons à adresser en cette année pas comme les autres. Une grande joie nous habite alors que s'avancent les préparatifs pour vous offrir, gage tangible de notre reconnaissance, un Dupuis tout moderne où il sera tellement plus agréable de vous retrouver.

DUPUIS

Aujourd'hui des chrétiens sont attirés
par les courants socialistes.

Ils cherchent à y reconnaître un certain
nombre d'aspirations qu'ils portent en
eux-mêmes au nom de leur foi.

Ils se sentent insérés dans ce courant
historique et veulent y mener une action.

Paul VI